

REVALORISATION DES SALAIRES, INFLATION, MODERNISATION...

Les annonces fortes du Président Tebboune

Lors de son entretien périodique avec les médias nationaux, diffusé vendredi soir, le président Abdelmadjid Tebboune a présenté un large éventail de mesures économiques et sociales. De la revalorisation des salaires et allocations prévue en 2026 à l'achèvement de la numérisation d'ici fin 2025, en passant par la maîtrise de l'inflation et le renforcement de l'intégration africaine, le chef de l'État a dessiné les priorités de l'Algérie pour les prochaines années. P 3

• **Souveraineté alimentaire : La nouvelle feuille de route agricole**



«L'établissement
d'un Etat palestinien
est inéluctable» P 16



TOURISME
**L'Algérie réaffirme son
engagement pour un
développement durable** P 2

RÉORGANISATION DES GROUPES
INDUSTRIELS PUBLICS
**Les orientations du ministre
de l'Industrie** P 5

TRANSFORMATION
DU PHOSPHATE EN ALGÉRIE
**Vers la création
d'un complexe chinois
de 1,6 milliard USD** P 5

SONATRACH

Signature de deux contrats
d’inspection de pipelines avec
un consortium chinois

Le Groupe Sonatrach a signé, jeudi à Alger, deux contrats d’inspection de pipelines avec un consortium composé des sociétés chinoises CAIEC et SLPI. La cérémonie de signature s’est tenue au siège de la Direction générale de Sonatrach, en présence du PDG du groupe public, M. Rachid Hachichi, du PDG de CAIEC, M. Yucheng Zhao, et du vice-président de SLPI, M. Hua Yang. Les deux contrats portent sur cinq (5) pipelines d’une longueur totale de 3576 km, dont deux destinés à l’exportation du gaz algérien, tandis que le diamètre des pipelines à inspecter varie entre 40 et 48 pouces. Les opérations techniques comprennent la réalisation de la levée topographique, le nettoyage des parties pour une inspection optimale, la détection et la mesure des défauts et leur positionnement, l’élaboration de cartes identifiant les courbures et leurs caractéristiques, et la soumission de rapports d’inspection accompagnés de logiciels de traitement des données avec la formation des agents de Sonatrach au programme d’évaluation des résultats. Dans son allocution prononcée à cette occasion, M. Hachichi a souligné l’importance de l’activité de transport des hydrocarbures par canalisation de Sonatrach, précisant que le groupe dispose d’un réseau de pipelines de 22 000 km nécessitant une surveillance minutieuse pour garantir sa sécurité. Il a ajouté que les deux contrats signés aujourd’hui visent à inspecter les pipelines à l’aide de machines intelligentes permettant une intervention rapide, évitant ainsi les dysfonctionnements et garantissant la sécurité des canalisations de transport des hydrocarbures. Pour sa part, M. Zhao a précisé que "la société mobilisera ses meilleures ressources matérielles et humaines pour assurer le succès du projet", exprimant son souhait que "cet accord servira de point de départ à d’autres projets entre les deux parties, notamment dans les domaines de la transformation numérique et de l’utilisation de drones, dans le cadre d’un partenariat gagnant-gagnant".

TOURISME

L’Algérie réaffirme son engagement
pour un développement durable

À l’occasion de la Journée mondiale du tourisme, célébrée le 27 septembre sous le thème « Tourisme et transformation durable », la ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Houria Meddahi, a réaffirmé la volonté de l’Algérie de hisser le secteur touristique au rang de levier stratégique pour le développement socio-économique.

Par Selma R.

Dans une allocution relayée hier par un communiqué de son département, Mme Meddahi a souligné l’importance de cet événement mondial qui permet de « réaffirmer l’engagement collectif en faveur du développement de ce secteur vital et de consolider son rôle en tant que levier économique et culturel essentiel dans la dynamique de développement durable ». La ministre a insisté sur la capacité du tourisme à « créer des emplois, stimuler l’économie locale et impulser une transition vers des pratiques plus durables et innovantes ». Elle a rappelé que l’Algérie demeure fermement engagée à développer

le secteur en conciliant modernité, authenticité et respect des constantes nationales. Mme Meddahi a également mis l’accent sur l’investissement dans les infrastructures, la qualification des ressources humaines et leur intégration dans divers domaines liés au tourisme. « L’Algérie s’engage à soutenir et à autonomiser les catégories de la société en tant que pilier essentiel pour bâtir un avenir durable », a-t-elle affirmé, ajoutant que les projets touristiques doivent constituer une locomotive pour le développement local et l’emploi. Dans cette optique, la ministre a évoqué la mise en place de mécanismes de financement, l’accompagnement des incubateurs, la conclusion de partenariats avec des or-

ganismes internationaux, ainsi que la promotion de l’innovation, des technologies et des salons spécialisés pour les porteurs de projets. Elle a par ailleurs insisté sur la nécessité d’intensifier les efforts en faveur du tourisme durable, notamment à travers une gestion intelligente des ressources, afin de réduire les impacts environnementaux et socioculturels négatifs. En conclusion, Mme Meddahi a lancé un appel aux partenaires, aux investisseurs et aux opérateurs touristiques pour faire découvrir l’Algérie comme « une destination authentique » et œuvrer à bâtir un tourisme responsable et durable, « au service de l’Homme et de l’environnement ».

AFREXIMBANK

L’IATF, une entité économique pour accélérer l’intégration africaine

La Foire commerciale intra-africaine (IATF), dont la 4ème édition s’est tenue récemment à Alger, s’est érigée en une entité indépendante dans l’objectif de mieux contribuer à accélérer l’intégration économique et commerciale continentales, a annoncé la Banque africaine

d’import-export (Afreximbank), organisatrice de cet événement, dans un communiqué. La décision de création de cette entité dénommée "la Société de la Foire commerciale intra-africaine" (IATFCO), dont le siège est établi à Harare (Zimbabwe), a été décidé lors

de la 4ème édition de l’IATF (Alger 4-10 septembre), précise la même source. Cette initiative vise, selon le communiqué, à rendre "la foire durable, évolutive et profondément alignée sur la vision de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et marque le

début d’une nouvelle ère dans l’organisation de la foire". Cet important événement international dédié au commerce et à l’investissement est organisé tous les deux ans par l’Afreximbank en partenariat avec la Commission de l’Union africaine (UA) et le secrétariat de la ZLECAf.

EXÉCUTION DES CONTRATS D'EXPORTATION CONCLUS LORS DE L'IATF

Création d’une instance de suivi par le ministère

Par R. E.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a annoncé, jeudi à Alger, la création d’une instance permanente, présidée par son département ministériel, pour le suivi de l’exécution des contrats d’exportation conclus lors de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF). Lors d’une réunion qu’il a présidée au siège du ministère, en présence des responsables des entreprises ayant signé des contrats d’exportation lors de la 4e édition de l’IATF, tenue du 4 au 10 septembre à Alger, M. Rezig a précisé que cette instance, qui regroupe des représentants de départements ministériels et les organismes concernés ainsi que des opérateurs économiques, est "un mécanisme participatif qui a pour objectif de concrétiser les contrats commerciaux et d’investissement, et de lever tous les obstacles entravant leur réalisation". Cette démarche s’inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a insisté sur l’accompagnement des opérateurs économiques dans toutes les

étapes de mise en exécution de leurs contrats, en accordant toutes les facilités et moyens, ajoute le ministre. L’instance regroupera les ministères de l’Industrie, de l’Industrie pharmaceutique, des Hydrocarbures et des Mines, de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de la Poste et des Télécommunications, de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, des Finances, ainsi que la Direction générale des douanes, les banques, le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), l’Association nationale des exportateurs algériens, (ANEXAL) et la Fédération algérienne et des exportateurs. Cette instance veillera au suivi de l’exécution des contrats en 2025, 2026 et 2027, a-t-il précisé, faisant remarquer que 75 entreprises (34 entreprises, publiques et privées, ont signé des contrats d’exportation et 41 entreprises disposent d’opportunités d’exportation), bénéficieront d’un accompagnement spécifique. Dans ce contexte, le ministre a salué les efforts des opérateurs économiques qui ont contribué à la réus-

site de l’IATF, lequel a abouti à des résultats sans précédent, avec la signature de contrats commerciaux et d’investissement d’une valeur globale de 48,3 milliards de dollars, dont la part de l’Algérie s’est élevée à 23,6 %, soit 11,4 milliards de dollars. "Ces résultats ont été réalisés grâce à la compétence des opérateurs économiques, à leur capacité de négociation et leur disposition à accéder aux marchés du continent", a-t-il souligné, ajoutant que les opérateurs sont désormais pleinement conscients que "l’Afrique est l’avenir". Le ministre a estimé que les contrats signés, d’une valeur de 11,4 mds usd, "ne représentent pas uniquement une valeur financière, mais constituent un message fort indiquant que l’Algérie avance résolument pour devenir un centre névralgique d’échanges et d’intégration économique en Afrique". Selon le ministre, ces contrats sont une "reconnaissance que l’économie algérienne a atteint un niveau honorable, grâce aux efforts de réforme économique engagés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, depuis 2020, et qui ont permis de rétablir la confiance des partenaires en Afrique et en dehors du

continent". Ces efforts se reflètent également à travers l’accès des produits nationaux, issus de différentes filières de production, aux marchés extérieurs sur les 5 continents, a fait savoir M. Rezig, soulignant que "les exportations hors hydrocarbures ont enregistré, au mois d’août 2025, une hausse de 23% par rapport au même mois de l’année 2024". Afin de maintenir cette dynamique, le ministre a insisté sur la nécessité de tirer pleinement parti des différentes manifestations nationales et internationales, d’autant plus que celles-ci bénéficient d’un appui financier et logistique en faveur des opérateurs économiques participants, précisant que les contrats qui seront signés à l’occasion de ces manifestations feront l’objet d’un suivi par l’organisme dont la création a été annoncée ce jour. Lors de cette rencontre, le ministre a écouté les préoccupations et propositions des opérateurs économiques, réaffirmant l’engagement des autorités publiques à les soutenir, afin de garantir la poursuite du renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés africains et internationaux.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

REVALORISATION DES SALAIRES, INFLATION, MODERNISATION...

Les annonces fortes du Président Tebboune

Lors de son entretien périodique avec les médias nationaux, diffusé vendredi soir, le président Abdelmadjid Tebboune a présenté un large éventail de mesures économiques et sociales. De la revalorisation des salaires et allocations prévue en 2026 à l'achèvement de la numérisation d'ici fin 2025, en passant par la maîtrise de l'inflation et le renforcement de l'intégration africaine, le chef de l'État a dessiné les priorités de l'Algérie pour les prochaines années.

Par Mourad A.

L'un des points centraux de son intervention concerne l'amélioration du pouvoir d'achat. Abdelmadjid Tebboune a confirmé que de nouvelles augmentations toucheront, dès 2026, les salaires des fonctionnaires, les allocations chômage ainsi que les bourses des étudiants. Ces revalorisations pourraient également être étendues aux pensions de retraite, selon la disponibilité des moyens financiers de l'État. « La distinction entre promesses et engagements est claire. Mes engagements sont consignés par écrit et seront appliqués », a-t-il déclaré, en précisant que ces décisions s'inscrivent dans la continuité de sa politique sociale. L'objectif affiché est d'améliorer durablement le niveau de vie des Algériens, dans un contexte où les réformes économiques doivent aussi soutenir la cohésion sociale.

Le président a également insisté sur l'urgence de finaliser la généralisation de la numérisation avant la fin de l'année 2025. Pour lui, il ne s'agit pas seulement d'un projet technique, mais d'une véritable révolution administrative et économique. « La numérisation doit être finalisée d'ici la fin de l'année, sinon je prendrai des mesures radicales. Celui qui agit avec intégrité n'a pas à craindre les chiffres », a-t-il averti. Abdelmadjid Tebboune a dénoncé certains secteurs qui freinent volontairement ce processus, préférant « travailler dans l'opacité », et les a comparés à des « chauves-souris qui aiment agir dans l'ombre ». Il a cité l'exemple du foncier, notamment pour les taxes immobilières, où la digitalisation permettra de lutter contre l'argent sale et d'instaurer une plus grande justice fiscale. « Il n'est pas équitable qu'un propriétaire de villa avec piscine paie la même taxe qu'un citoyen possédant un logement modeste », a-t-il illustré. Pour le président, la numérisation est désormais « une nécessité incontournable », dont l'aboutissement conditionne la réussite des réformes

économiques, en particulier la maîtrise des importations et le renforcement de la transparence dans la gestion publique.

Réserves de change et finances extérieures : une stabilité retrouvée

Le président de la République a tenu à rassurer sur la situation financière du pays, indiquant que les réserves de change se trouvent à « un niveau acceptable », couvrant environ une année et demie d'importations. « Elles sont en amélioration, en dépit du recul des cours du pétrole », a-t-il précisé. Cette résilience s'explique notamment par la diversification des revenus. À ce titre, Abdelmadjid Tebboune a rappelé que les contrats signés lors de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), organisée à Alger en septembre, contribueront à consolider les recettes hors hydrocarbures, un axe majeur de la stratégie nationale.

Concernant l'allocation touristique, revalorisée à 750 euros en juillet dernier, le président a indiqué que près de 470.000 citoyens avaient déjà voyagé à l'étranger, pour un montant global estimé à 400 millions d'euros. Une mesure qui, selon lui, vise à offrir davantage de liberté aux Algériens tout en préservant l'équilibre des finances publiques.

Inflation maîtrisée et stabilité des prix

Autre indicateur mis en avant : l'inflation. Abdelmadjid Tebboune a annoncé qu'elle avait reculé à 3,8 %, contre plus de 9 % après la pandémie de Covid-19. « Je peux dire avec fierté que l'inflation est maîtrisée. Les prix des produits de base, y compris certaines denrées hors saison, sont aujourd'hui accessibles aux citoyens », a-t-il affirmé. Cette évolution, a-t-il ajouté, reflète les efforts conjoints du gouvernement et des opérateurs économiques, mais aussi la résilience de la société algérienne. « Je suis fier des Algériennes et des Al-

gériens qui ont contribué à cet objectif. Dans un contexte où certaines grandes puissances connaissent une inflation à deux chiffres, notre pays a su préserver la stabilité », a-t-il souligné.

Le chef de l'État a également annoncé l'organisation, la semaine prochaine, d'une rencontre avec les opérateurs économiques ayant conclu des contrats lors de l'IATF-2025. L'objectif est d'accélérer l'exécution des projets et de confirmer le rôle de l'Algérie dans l'intégration économique du continent. « Cette foire a été la meilleure depuis sa création. Elle démontre que l'Algérie est le cœur battant de l'Afrique, sur les plans économique et politique », a déclaré le président, tout en réaffirmant la disponibilité du pays à accueillir d'autres éditions si l'Union africaine en prime le souhait.

Une politique économique fondée sur l'équilibre et la souveraineté

En matière de stratégie économique, Abdelmadjid Tebboune a écarté toute assimilation à une politique d'austérité. « Notre objectif est de créer un équilibre entre l'importation et la production locale, afin de couvrir les besoins des citoyens sans épuiser les réserves du pays », a-t-il expliqué.

Selon lui, il est essentiel de préserver la souveraineté nationale en réduisant la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, tout en maintenant l'accès à certains produits et marques internationales, très prisés par les jeunes. « Satisfaire le désir des jeunes de s'offrir des marques internationales ne coûte pas beaucoup de devises au Trésor public. Ce n'est pas une question d'interdiction, mais de rationalisation », a-t-il précisé. Enfin, le président a assuré qu'il n'existe pas de pénuries structurelles en Algérie, mais seulement des fluctuations ponctuelles exploitées par certains acteurs pour créer artificiellement des tensions sur le marché.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La nouvelle feuille de route agricole

Par Réda Hadi

L'agriculture constitue désormais l'un des piliers de la nouvelle stratégie économique de l'Algérie. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que le pays dispose du potentiel nécessaire pour atteindre l'autosuffisance dans plusieurs filières stratégiques et a réitéré sa volonté de transformer ce secteur, longtemps considéré comme social, en une véritable activité économique. L'objectif est clair : couvrir les besoins alimentaires du pays et exporter les excédents afin de renforcer la souveraineté économique nationale. Pour y parvenir, il a insisté sur le recours aux sciences, aux techniques modernes et à des projets innovants menés en partenariat avec des pays comme l'Italie, le Qatar et l'Arabie saoudite.

Parmi les priorités, le président a rappelé son engagement à atteindre l'autosuffisance en blé dur, un produit stratégique pour la sécurité alimentaire nationale. Il a souligné que le bilan préliminaire de la

campagne moisson-battage est encourageant et que l'Algérie est en bonne voie pour atteindre cet objectif. Toutefois, il a relevé que certains agriculteurs n'ont pas livré l'intégralité de leur production à l'État, ce qui pourrait fausser les statistiques. Pour remédier à ce problème, il a donné des instructions au ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour réaliser un recensement exhaustif des surfaces cultivées et assurer que le blé ne soit pas détourné vers les marchés parallèles. Le président a précisé que le bilan final nécessitera du temps en raison de l'étendue et de la dispersion des exploitations. Un autre projet majeur évoqué est celui de la production de poudre de lait, mené en partenariat avec le groupe qatari « Baladna ». Ce projet, qui devrait être achevé d'ici la fin de l'année 2028, vise à réduire la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des importations de lait et de dérivés, tout en créant des milliers d'emplois dans le secteur de l'élevage bovin. Le président a salué les avantages de cette initiative et annoncé que d'autres projets de même enver-

gure sont à l'étude avec des partenaires étrangers, notamment italiens et saoudiens. L'ambition est de bâtir une agriculture moderne et productive, capable de répondre à la demande locale et d'ouvrir la voie à l'exportation.

Sur le plan institutionnel, Abdelmadjid Tebboune a insisté sur le fait que le nouveau gouvernement agit selon une feuille de route claire et chiffrée pour atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2026 et 2027. Selon lui, la majorité des ministres travaillent de manière coordonnée et orientée vers des résultats concrets, loin des simples slogans.

Interrogé sur les critères ayant guidé la nomination de M. Sifi Ghrieb comme Premier ministre, le président a indiqué qu'il s'agit d'un homme de terrain expérimenté, capable de corriger la trajectoire de tout ministre qui s'écarterait de la feuille de route. Il a souligné que la nomination de ce chef de gouvernement permet de renforcer la complémentarité dans la mise en œuvre des décisions, rappelant qu'une des critiques récurrentes des citoyens était

l'absence d'application sur le terrain des décisions présidentielles.

Le président a également abordé la question de la participation des femmes dans la vie politique et économique nationale. Bien que le gouvernement compte neuf femmes ministres, il a estimé que ce chiffre demeure insuffisant et s'est engagé à renforcer leur présence dans les institutions de l'État et aux postes de responsabilité.

Il a rappelé la contribution historique des femmes à la libération nationale et leur rôle croissant dans le développement économique, notamment dans le secteur des start-up où plusieurs réussites féminines ont été enregistrées. En somme, l'action présidentielle s'articule autour de trois axes majeurs : moderniser et dynamiser l'agriculture pour atteindre l'autosuffisance et réduire les importations, assurer l'efficacité de l'action gouvernementale grâce à une feuille de route claire et un Premier ministre de terrain, et enfin, promouvoir la participation des femmes à la vie publique et économique du pays.

IATF 2025
Le président de la République rencontrera la semaine prochaine les opérateurs économiques signataires de contrats

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé l'organisation, la semaine prochaine, d'une rencontre avec les opérateurs économiques nationaux ayant conclu des contrats commerciaux et d'investissement lors de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), tenue à Alger du 4 au 10 septembre en cours. Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée dans la soirée de vendredi sur les chaînes de Télévision et de Radio nationales, le président de la République a précisé que cette rencontre vise à souligner la nécessité de passer immédiatement à l'exécution des contrats, afin de réaffirmer l'engagement de l'Algérie à œuvrer pour la promotion de l'intégration économique continentale. S'agissant du franc succès de la 4^e édition de l'IATF, il a estimé qu'il constituait une réponse aux sceptiques quant aux capacités de l'Algérie à accueillir de telles grandes manifestations. Il s'agit également, a-t-il ajouté, d'une réponse claire aux promoteurs de la thèse de "l'Algérie isolée", soulignant que cette manifestation, qualifiée de "la meilleure depuis la création de la foire", a démontré que l'Algérie est bel et bien "le cœur battant de l'Afrique, sur les plans économique et politique". Concernant la possibilité pour l'Algérie d'abriter une autre édition de l'IATF, le président de la République a affirmé la disposition du pays à le faire si elle en reçoit la demande, eu égard à l'engagement constant de l'Algérie envers les organisations et manifestations servant l'intégration africaine.

COLLECTIVITÉS LOCALES / CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES DES HAUTS PLATEAUX
Organisation d’un concours de recrutement sur titres pour 830 postes budgétaires

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé l'organisation de concours sur titre dans les sept circonscriptions administratives des Hauts plateaux, avec un total de 830 postes budgétaires, indique vendredi un communiqué du ministère. "Dans le cadre de la création des sept circonscriptions administratives des Hauts Plateaux (Aflou, Barika, Ksar Chel-lala, Messaad, Ain Oussera, Bou Saâda et Labiod Sidi Cheikh), le ministère l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports annonce l'organisation de concours sur titre pour le recrutement dans certaines catégories relevant des corps communs et des corps des architectes et des ingénieurs en urbanisme et en habitat, au titre de l'exercice 2025, avec un total de 830 postes budgétaires", précise le communiqué. Ces concours sont ouverts aux candidats remplissant les conditions légales requises et résidant dans les communes relevant des circonscriptions administratives concernées. Les dossiers de candidature doivent être déposés auprès des directions de l'administration locale des wilayas auxquelles sont rattachées lesdites circonscriptions administratives (Laghouat, Batna, Tiaret, Djelfa, M'Sila et El Bayadh), ou via la plateforme électronique suivante : <https://dgrhfs.dgtn.gov.dz> (<https://dgrhfs.dgtn.gov.dz>). La période d'inscription est fixée à quinze (15) jours ouvrables à compter du 28 septembre 2025.

MONNAIE
Le dollar perd du terrain

Le dollar perdait du terrain vendredi à cause d'un mouvement technique après s'être renforcé ces derniers jours grâce à des indicateurs économiques américains meilleurs qu'attendu. Vers 18H50 GMT, le dollar reculait de 0,30% par rapport à la monnaie unique, à 1,1702 dollar pour un euro et de 0,48% contre la livre, à 1,3410 dollar pour une livre. La devise américaine a touché jeudi son plus haut niveau depuis le début du mois de septembre. Vendredi, les chiffres de l'inflation en août sont ressortis conformes aux attentes (+2,7% sur un an), selon l'indice officiel PCE et les revenus personnels ont augmenté plus qu'anticipé, de même que la consommation des ménages. La troisième estimation du produit

ALGÉRIE/ETATS-UNIS
Une “nouvelle ère” et des opportunités économiques en perspective

La relation commerciale "croissante" entre les Etats-Unis et l'Algérie est en train de créer de nouvelles opportunités économiques, a indiqué, jeudi, le Secrétaire d'Etat adjoint américain, Christopher Landau qui a évoqué une "nouvelle ère" de coopération entre les deux pays. "J'ai été ravi de rencontrer le ministre des Affaires étrangères algérien, M. Attaf pour célébrer ensemble une nouvelle ère de coopération entre les Etats-Unis et l'Algérie", a assuré M. Landau dans un texte pu-

blié sur les réseaux sociaux à l'issue d'un entretien, à New York, avec le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf. Cet entretien a eu lieu dans le cadre de la participation de M. Attaf aux travaux du segment de haut niveau de l'Assemblée générale (AG) des Nations unies. "La relation commerciale croissante entre les Etats-Unis et l'Algérie est en train de créer de nouvelles opportunités économiques

qui profitent à la fois aux Américains et aux Algériens", a soutenu M. Landau. Sous le leadership des présidents des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune et M. Donald Trump, "nous travaillons ensemble pour faire progresser la sécurité régionale et promouvoir une paix durable dans la région", a-t-il précisé, par ailleurs. "Ensemble, nous pouvons créer un avenir meilleur pour tous les peuples de la région", a-t-il conclu.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ L'A SOULIGNÉ DEPUIS TAMANRASSET
L’amélioration du système de santé se concrétise par le suivi minutieux sur le terrain

Le ministre de la Santé, Pr. Mohamed Seddik Ait-Messaoudène, a affirmé, vendredi soir depuis Tamanrasset, que l'amélioration du système de santé se concrétise par le suivi minutieux sur le terrain. S'exprimant en marge de sa visite à l'hôpital 240 lits "Moudjahid défunt Mahmoud Gue-mama", le ministre a affirmé que "l'amélioration du système de santé se concrétise en assurant un suivi minutieux sur le terrain et en restant directement à l'écoute des doléances des citoyens et des professionnels du secteur de la santé". "Le but de cette visite de travail est de prendre connaissance de la réalité du secteur de la santé dans la région", a-t-il ajouté en soulignant qu'elle

constitue une opportunité de s'enquérir des conditions de prise en charge sanitaire des malades et de la qualité des prestations assurées au citoyen. Et d'ajouter que cette visite entre aussi dans le cadre de la politique de l'Etat visant à rapprocher les prestations de santé du citoyen et de consacrer le principe d'équité dans l'accès à ces prestations à travers l'ensemble du pays, avec un intérêt particulier pour les régions du Sud et frontalières. Un exposé exhaustif a été présenté à la délégation ministérielle sur la situation du secteur de la Santé dans la wilaya de Tamanrasset qui recense 88 praticiens spécialistes, 149 médecins généralistes, 22 chirurgiens-dentistes, 16 pharmaciens,

1.297 paramédicaux, 64 sage-femmes, 26 anes-thésistes, selon les explications fournies. En termes de structures, la wilaya compte trois (3) établissements publics hospitaliers, quatre (4) établissements publics de santé de proximité, en plus de 52 salles de soins et sept (7) postes de permanence répartis à travers ses cinq (5) communes, a-t-on fait savoir. Le ministre de la Santé, qui est accompagné dans cette visite du président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, Pr. Kamel Sanhadji, poursuit sa visite de travail à Tamanrasset par l'inspection et le lancement de projets relevant de son secteur.

AUTOMOBILE
Lancement d’une plateforme de contrôle de la conformité des véhicules importés

Le ministère des Hydrocarbures et des Mines a annoncé, jeudi, le lancement de la plateforme en ligne "Markabati DZ" dédiée à la prise de rendez-vous concernant le contrôle de conformité des véhicules importés, dans le cadre de la simplification des démarches. Dans ce cadre, le ministère a publié sur sa page officielle sur

les réseaux sociaux une vidéo explicative sur les procédures d'inscription sur cette plateforme (<http://www.markabatidz.energy.gov.dz>), qui sera opérationnelle à partir d'aujourd'hui. Une cérémonie de lancement officiel de cette nouvelle plateforme électronique est prévue cet après midi au siège du ministère. Ce nouveau service en ligne concernera, dans un premier temps, la wilaya d'Alger, avant sa généralisation progressive à l'ensemble du territoire national. Ainsi, la plateforme permettra de prendre rendez-vous en ligne pour effectuer la demande de contrôle de conformité de tous types de véhi-

cules, notamment les voitures de tourisme, véhicules utilitaires, bus, camions, camions avec remorque et motocycles. L'objectif de cette plateforme est d'éviter les longues files d'attente, de simplifier les démarches, de gagner du temps et de bénéficier d'un service fluide, transparent et moderne, selon les explications fournies par le ministère dans sa publication. Le ministère a également précisé que ce système permettra aux citoyens de choisir et de réserver leurs rendez-vous via les smartphones ou ordinateurs, ce qui contribuera à réduire la pression administrative.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Prix du détail ¹		أسعارالتجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا
	Tomate	63	75	50	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف
	Carotte	92	104	81	الجزر
	Navet	104	117	92	لفت
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار
	Courgette	97	111	82	الكوسة
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	110	125	96	الخس
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي
	Datte	590	717	463	التمر
	Banane	425	437	413	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر
	Raisin	215	277	152	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البويض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	450,00	0,00	2,51	6,39	7,94	7,78	155	69 750,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	0,01	-0,37	9,07	5,52	39754	56 053 140,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-1,18	-1,62	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 229,00	2229,00	0,00	-1,59	-1,80	10,63	5,61	2062	4 596 198,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,14	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	385,00	400,00	+3,90	3,68	-0,58	3,78	5,25	5588	2 235 200,00

RÉORGANISATION DES GROUPES INDUSTRIELS PUBLICS

Les orientations du ministre de l'Industrie

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé la nécessité de réorganiser les groupes industriels publics selon une approche moderne, axée sur la numérisation de la gestion, le renforcement de la recherche scientifique et la formation continue des travailleurs. Cette annonce a été faite lors d'une réunion avec la Société Holding agro-industries (Agrodiv), spécialisée dans l'agroalimentaire, en présence de son directeur général par intérim, des présidents directeurs généraux des filiales ainsi que des cadres du ministère, selon un communiqué officiel.

Par Sirine R.

Cette rencontre s'inscrit dans une série de réunions initiées par le ministre avec les groupes industriels publics pour examiner leurs projets, identifier les obstacles rencontrés et discuter des moyens d'améliorer leur compétitivité. Le ministre a suivi un exposé détaillé sur les activités d'Agrodiv, qui regroupe 16 filiales, ses projets en cours, ses volumes de production, ainsi que les difficultés auxquelles elle est confrontée. À l'issue de la présentation, M. Bachir a donné une série d'instructions, notamment la remise en état des biens industriels récupérés, la plupart ayant déjà été réhabilités. Il a insisté sur une réorganisation en profondeur, fondée sur la modernisation des systèmes

de gestion, l'amélioration de la qualité des produits, l'intégration de la recherche scientifique et le renforcement de la formation continue, en coordination avec les secteurs concernés. Le ministre a également insisté sur le respect rigoureux des accords conclus, en particulier ceux signés lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée à Alger du 4 au 10 septembre. Il a appelé à l'élaboration d'une feuille de route claire pour chaque projet, avec des délais stricts de mise en œuvre, estimant que ces partenariats contribueront à dynamiser l'économie nationale en augmentant les exportations hors hydrocarbures. Par ailleurs, Yahia Bachir a souligné l'importance du suivi périodique de la mise en œuvre des orientations ministérielles

et a assuré que son département accompagnera Agrodiv dans la levée des obstacles afin de renforcer la sécurité alimentaire nationale. Le dossier du stock de réserve des produits de base a été examiné, dans le but de garantir la régularité de l'approvisionnement, d'optimiser les mécanismes de commercialisation et de valoriser l'image des produits algériens sur les marchés nationaux et internationaux. Le communiqué a rappelé que la Holding Agrodiv constitue « l'une des plus importantes sociétés publiques du secteur agroalimentaire, ayant un lien direct avec la sécurité alimentaire et représentant un pilier essentiel dans l'augmentation du PIB, en conformité avec les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune ».

PAIX ET COHÉSION SOCIALE

L'Algérie réaffirme son engagement à l'ONU

Synthèse S R.

À l'occasion de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, est intervenu devant la Commission de consolidation de la paix pour réaffirmer l'engagement de l'Algérie en faveur d'une paix durable fondée sur la cohésion sociale, la justice et le développement inclusif. Dans son allocution, M. Saihi a d'abord souligné que « les divisions au sein des sociétés constituent l'une des causes profondes

des conflits », rappelant que l'absence de cohésion peut transformer les frustrations en violences et menacer la stabilité. Selon lui, renforcer les liens de confiance et de solidarité permet aux sociétés de mieux résister aux crises et aux tentatives de manipulation. Le ministre a ensuite insisté sur les enseignements de l'expérience mondiale, citant la mise en œuvre des stratégies de développement durable comme un levier incontournable. L'éradication de la pauvreté, l'autonomisation des femmes et des jeunes et la réduction des inégalités doivent, selon lui, être au cœur des poli-

tiques publiques, surtout face aux vulnérabilités accentuées par le changement climatique et l'extrémisme violent. S'agissant du rôle des instances onusiennes, M. Saihi a salué l'action de la Commission et du Fonds de consolidation de la paix, qu'il a qualifiés de « mécanismes vitaux ». La première sert de plateforme d'échanges d'expériences, tandis que le second apporte un financement crucial pour traiter les causes profondes des divisions et poser les bases d'une paix durable. Pour l'avenir, il a plaidé pour que les efforts de cohésion sociale soient intégrés dans des

stratégies globales, capables de relever des défis complexes tels que l'extrémisme violent. Enfin, le ministre a réaffirmé que l'Algérie, membre à la fois de la Commission de consolidation de la paix et du Conseil de sécurité, « ne ménagera aucun effort » pour travailler en concertation avec les autres États membres à la construction d'une paix durable dans les pays concernés. Par cette intervention, Alger confirme son rôle actif dans la défense du multilatéralisme et dans la promotion d'une stabilité fondée sur la solidarité et la justice sociale.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE EN ALGÉRIE

Un véritable levier du développement socioéconomique

Par R E.

La présidente de la Commission des transports, de l'énergie, de l'industrie, des communications, et de la technologie du Parlement panafricain (PAP), Mme Bahdja Lammali, a affirmé que la transformation numérique en Algérie "n'est pas seulement un projet technologique, mais aussi un véritable levier de développement socioéconomique, a indiqué samedi un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). Lors de sa participation à un workshop de haut niveau sur "la transformation numérique et les systèmes idéologiques d'innovation pour accélérer le développement intégré en Afrique", tenu à Midrand (Afrique du Sud), Mme Lammali a précisé que la transformation numérique en Algérie

"n'est pas seulement un projet technologique, mais aussi un véritable levier de développement socioéconomique", soulignant que l'objectif est de "construire une administration moderne, une économie numérique compétitive et une société plus inclusive et innovante". La transformation numérique en Algérie, poursuit-elle, "s'inscrit dans le cadre de la stratégie Algérie numérique 2030, qui vise à faire de la numérisation un moteur puissant de la diversification économique, à créer de nouveaux emplois et à renforcer la position du pays au double plan régional et international". La responsable parlementaire a mis en avant la "croissance notable" du secteur des start-up en Algérie, où "des jeunes innovants proposent des solutions numériques dans des domaines vitaux tels que l'agriculture

intelligente, la santé électronique et les services financiers, à même de renforcer la place de l'Algérie en tant que moteur régional de la transformation numérique". Mme Lammali a affirmé, par ailleurs, que l'Afrique se trouve "à l'aube d'une révolution numérique qui ouvrira des perspectives prometteuses pour la croissance et l'innovation", soulignant que la transformation numérique "constitue une opportunité stratégique pour renforcer le développement durable, soutenir les entrepreneurs et créer de nouveaux emplois", ajoute le communiqué. Elle a, dans ce cadre, souligné que la coopération entre les gouvernements, le secteur privé et la communauté internationale est "la meilleure voie pour bâtir une économie numérique compétitive, à même d'accompagner les mutations mondiales".

La présidente de la commission des transports, de l'énergie, de l'industrie, des communications et de la technologie au PAP a affirmé que cette orientation "cadre avec l'agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et des objectifs de développement durable des Nations unies", relevant que "l'économie numérique constitue un élément central dans la réalisation du progrès socioéconomique du continent". A cette occasion, elle a mis l'accent sur le "rôle pivot" des start-up africaines dans la conduite de cette révolution, à travers des innovations dans les domaines du paiement mobile, de l'agriculture intelligente, et de la logistique numérique, outre les initiatives gouvernementales visant à renforcer l'économie numérique et à bâtir une société plus inclusive".

TRANSFORMATION DU PHOSPHATE EN ALGÉRIE

Vers la création d'un complexe chinois de 1,6 milliard USD

Par R E.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a reçu, jeudi, une délégation de la société chinoise "Asia Potash International Investment", spécialisée dans l'exploitation et la transformation des ressources minières, notamment le phosphate, laquelle a exprimé son intérêt à investir en Algérie, indique un communiqué de l'Agence. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des démarches entreprises par la société chinoise en vue de lancer un projet d'investissement de grande envergure en Algérie, qui consiste en la création d'un complexe industriel intégré, d'une valeur d'1,6 milliards USD, destiné à la valorisation du phosphate ainsi qu'à la production d'ammoniac, d'urée et d'engrais composés, en s'appuyant principalement sur le gaz naturel dans les opérations d'industrialisation, précise le communiqué. Après la présentation d'un exposé détaillé sur le projet envisagé par le vice-président de la société, M. Zheng Youye, qui conduit la délégation chinoise, la faisabilité économique du projet ainsi que sa compatibilité avec la stratégie nationale de développement et de valorisation des ressources minières, et des énergies renouvelables, ont été débattues. Il a été souligné que l'Algérie dispose des capacités et ressources nécessaires à la réussite de ce projet, notamment en matière de gaz naturel et de gisements de phosphate, en particulier dans l'est du pays. Les deux parties ont convenu de poursuivre leur coordination, notamment par l'organisation de réunions supplémentaires en visioconférence, afin d'examiner les aspects techniques du projet et les mécanismes de sa mise en œuvre en concertation avec les secteurs concernés. La réunion, qui a été présidée par le Directeur général de l'Agence, M. Omar Rekache, s'est tenue en présence de représentants des secteurs des hydrocarbures, des mines, de l'énergie et des énergies renouvelables, de l'industrie et de l'environnement.

**SALON
INTERNATIONAL DE
L'INDUSTRIE À SÉTIF**
**Renforcer
l'accompagnement
des producteurs
pour favoriser leur
accès aux marchés
extérieurs**

Des exposants au salon international de l'industrie, ouvert mercredi au palais des expositions "El Maâbouda" de Sétif, ont estimé, jeudi, "important" de renforcer les mécanismes d'accompagnement des entreprises productrices pour leur permettre d'accéder aux marchés extérieurs. Approché par l'APS au second jour de cette manifestation, Abdelhakim Maâtaoui, gérant d'une entreprise de fabrication de fours rotatifs pour boulangeries, 100 % algérienne, a déclaré que les produits algériens "possèdent des atouts prometteurs pour pénétrer les marchés étrangers", avant d'ajouter que le soutien apporté aux entreprises industrielles, notamment à travers des facilités fiscales et logistiques, ainsi que le renforcement de la participation aux foires nationales et internationales, constituent un "véritable levier" pour promouvoir les exportations algériennes. De son côté, Djamel-Eddine Reggad, responsable marketing dans une entreprise spécialisée dans la fabrication d'ustensiles de cuisine, a considéré que l'orientation vers l'exportation "est devenue une nécessité urgente pour garantir la pérennité des entreprises productrices", soulignant que le produit algérien se distingue par "une qualité qui le rend apte à rivaliser avec les marchandises étrangères". De nombreux exposants ont salué l'initiative de l'organisation de cette manifestation économique, la considérant comme "un espace de promotion des capacités industrielles nationales" et "une opportunité d'établir des partenariats avec des acteurs nationaux et étrangers, contribuant ainsi à promouvoir la place du produit algérien sur les marchés internationaux". Le programme de cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à samedi prochain avec la participation de 55 exposants d'Algérie et d'autres pays, donnera lieu à des rencontres entre exposants et professionnels, ainsi qu'à des conférences relatives aux perspectives de développement de l'industrie en Algérie, aux moyens d'intégrer l'innovation et les technologies modernes dans le processus de production, et à la mise en avant des mécanismes d'accompagnement des exportateurs pour faciliter l'accès des produits nationaux aux marchés étrangers.

BEJAÏA

La fête de la figue, un rendez-vous "incontournable" pour valoriser le produit agricole local

La fête de la figue et des produits du terroir de la commune de Beni Djellil (wilaya de Bejaïa), est devenue "un rendez-vous incontournable" pour la mise en valeur des produits agricoles locaux, ont affirmé les organisateurs et des agriculteurs, vendredi, au 2e jours de l'évènement.

Plusieurs agriculteurs ayant pris part à la 7e édition de la fête de la figue et des produits du terroir, inaugurée jeudi à Tala Moumène, relevant de Beni Djellil, 50 km au sud-ouest de la wilaya, ont indiqué à l'APS que cette manifestation est devenue un rendez-vous "incontournable pour faire connaître notre produit emblématique qui est la figue, au grand public". "Cette fête est une occasion pour exposer nos produits agricoles, c'est un rendez-vous pour commercialiser la figue et les autres récoltes de la région", a déclaré, Lakhdar Ait Mouhoub, un jeune agriculteur du village Idjeddaren, qui estime que sans cette fête, le grand public n'aurait jamais découvert les récoltes de Beni Djellil.

Il a ajouté que grâce à la fête de la figue et des produits du terroir, la figue de Beni Djellil est aujourd'hui "prisée et très demandée" sur le marché, se réjouissant que la question de la mévente "ne se pose pas du tout" pour tous les agriculteurs de la région. Abondant dans le même sens, Ahmed Aiche, un octogénaire de la région, a souligné que la quasi-totalité de sa production de figues se vend sur "commande", et c'est grâce à cette fête qui lui assure, tout comme aux autres agriculteurs, la promotion de la récolte et incite les clients à s'en approvisionner. M. Aiche a néanmoins souligné le risque de l'absence de la relève, regrettant la raréfaction de la main d'œuvre devant s'occuper de cette filière. "Assurer l'entretien d'un verger de figuier exige beaucoup de force, ce qui me manque à 80 ans", a-t-il dit, appelant les plus jeunes à



s'en occuper pour perpétuer l'héritage agricole des ancêtres. Pour Kaci Yahia, un apiculteur du village Taourirt, Kaci Yahia, la fête de la figue est également une opportunité pour "faire connaître et vendre les produits de ses ruches". Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Beni Djellil, Ouali Abdelghani, a indiqué de son côté, que la fête est "la grande occasion pour mettre en valeur l'un des produits phares de la région qui est la figue". Il a ajouté que ce rendez-vous permettait surtout aux villageois, dont la majorité vit exclusivement de l'agriculture, de commercialiser leurs récoltes, assurant également l'un des objectifs de la manifestation qui consiste à lutter contre l'exode rural, en encourageant les populations à rester au village et ne pas plier bagages

pour la ville ou ailleurs. La fête de la figue est également une opportunité pour faire la promotion touristique à la région de Beni Djellil qui attire des centaines de visiteurs pendant les trois (3) jours de la manifestation, selon M Ouali, organisateur de l'évènement. A l'occasion, le secrétaire général de la chambre d'agriculture de Bejaïa, Allaoua Maine, a appelé les agriculteurs intéressés par la culture de la figue à se rapprocher des services de la chambre pour se faire délivrer la carte d'agriculteur, soulignant que la filière figuiculture enregistre déjà 137 adhérents. La 7e édition de la fête de la figue et des produits du terroir qui se poursuit jusqu'à samedi 27 septembre, connaît la participation de plus 230 exposants venus de Bejaïa, Tizi Ouzou, Bouira, Sétif, Batna et Touggourt.

TIZI-OUZOU

Relance des projets de 5 établissements hospitaliers

Des mesures ont été prises par les autorités locales pour relancer et accélérer les travaux de réalisation de cinq (5) établissements hospitaliers à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, destinés à améliorer la prise en charge médicale des citoyens, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Les projets concernés sont les trois hôpitaux de 60 lits, situés respectivement à Maâtkas, Bouzeguène et Aïn El Hammam, ainsi que le futur complexe hospitalier Mère et Enfant et l'hôpital de 60 lits spécialisé dans la chirurgie tête et cou à Draâ Ben Khedda, selon la cellule de communication. Lors d'une réunion de travail le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, a fait le point sur l'état d'avancement de ces chantiers. La réunion, qui a regroupé les directeurs de la Santé et des Equipements publics, visait à lever les obstacles qui entravent la progression des travaux, a-t-on ajouté.

Concernant l'hôpital de 60 lits de Maâtkas, le wali a instruit les directeurs de la Santé et des Equipements publics de valider rapidement la demande de réévaluation du projet. Cette mesure devrait permettre d'accélérer les travaux et de procéder à l'acquisition des équipements nécessaires. Pour le projet du complexe mère et enfant dans la commune de Tizi-Ouzou, dont l'étude de faisabilité est à 40 %, M. Boucetta a instruit le directeur des Equipements publics d'« accélérer les procédures pour lever les réserves émises par le Contrôle technique des constructions (CTC) dans un délai ne dépassant pas les 10 jours », selon la cellule de communication. Pour le projet de l'hôpital de Bouzeguène, une réunion de travail devrait se tenir incessamment à la direction des équipements publics pour discuter, entre autres, de la réalisation des systèmes d'aération et de climatisation, de la sta-

tion d'épuration et des logements de fonction dans les meilleurs délais. « Les procédures d'acquisition des équipements étant déjà finalisée, il est donc crucial d'accélérer le reste », a-t-on indiqué. A propos du projet de l'hôpital d'Aïn El Hammam, le wali a insisté sur la nécessité de valider rapidement les différents plans par les services de la Protection civile. Il a également demandé à l'entreprise de construction de renforcer ses moyens sur le chantier pour achever le projet dans les meilleurs délais. Enfin, pour le projet d'hôpital spécialisé dans la chirurgie tête et cou implanté à Draâ Ben Khedda, le directeur des Equipements publics a été chargé de finaliser les études en tenant compte du terrain supplémentaire qui a été annexé au projet. Le directeur de la Santé devra, pour sa part, veiller à la validation des plans en suspens, d'après la cellule de communication de la wilaya.

Contre les Gafam, redécouvrir Jacques Ellul

Présenté comme « neutre » et source de bienfaits, le progrès technologique est toujours imposé, jamais discuté. Pour Jacques Ellul, la technique est pourtant toujours politique, tant elle transforme notre société en profondeur, souvent en la déshumanisant. Alors que nos vies sont de plus en plus numérisées et que les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ces technologies font débat, le journaliste Édouard Piely invite à redécouvrir l'oeuvre de ce grand penseur dans Jacques Ellul. Face à la puissance technologique (L'escargot, 2024). Extrait.

Par Édouard Piely

Le suivisme technophile renforce une logique de déni et de démesure. Rappelons qu'Ellul et Charbonneau avaient tiré la sonnette d'alarme dès 1935 : lorsque l'être humain « se résigne à ne plus être la mesure de son monde, il se dépossède de toute mesure ». Nous, contemporains, naviguons globalement entre fascination et aveuglement : fascination pour la puissance et aveuglement face au développement technique exponentiel.

Phénomène technique et société

Si l'homme a de tout temps utilisé des techniques pour interagir avec son milieu, Jacques Ellul nous montre que, depuis le XVIII^e siècle, la multiplicité des techniques issues de la science appliquée caractérise notre civilisation. Aussi est-il important d'analyser lucidement la relation entre le phénomène technique et la société, la montée en puissance d'un monde industriel fondé sur l'unique recherche d'efficacité, abstraite et mathématique, et de comprendre pourquoi les êtres humains perdent leur liberté de choix face à ce développement. Lutter contre les lieux communs liés à la Technique est plus que nécessaire, notamment contre celui de la soi-disant neutralité de la technique. Selon l'idée reçue, la technique (la technologie dans le sens moderne et courant) en elle-même serait neutre, tout dépendrait des usages que l'on en fait. Or, la technique, issue de la recherche, provient d'un contexte social et politique. Elle produit des effets qui sont ambivalents. Et les effets néfastes sont inséparables des effets bénéfiques (pensez au plastique, matière à la fois redoutablement pratique et toxique, aux engins mécanisés, utiles et abrutissants, à l'électronique, performante et aliénante, etc.). Il n'y a pas de neutralité de la Technique. Elle transforme notre environnement et nos vies. Et il faut bien analyser, pour chaque technique, le monde qui lui a donné naissance et le monde qu'elle propose. L'innovation technique n'est jamais neutre. L'accumulation des moyens techniques produit progressivement un monde artificiel. Nous l'avons tous éprouvé d'une manière extrême dès le printemps 2020.

En un mot, l'innovation technique n'est jamais neutre. L'accumulation des moyens techniques produit progressivement un monde artificiel. Nous l'avons tous éprouvé d'une manière extrême



dès le printemps 2020 dans le domaine du numérique, avec des effets de mise à distance, de dépendances et de contrôle accru. Il faut clairement se rappeler du contexte. La crise politico-sanitaire liée à l'épidémie de COVID a offert aux gouvernants de nombreux « effets d'aubaine » sur un plateau : jeux d'intérêt et instrumentalisation réciproques entre technocrates, technophiles et grosses puissances de la Tech. La boucle est bouclée et les trois grands gagnants de cette crise ont été les lobbies pharmaceutiques, le secteur des biotechnologies et l'industrie numérique dans son ensemble. La résistance à l'artificialisation et à la virtualisation croissantes de nos conditions d'existence est effectivement l'enjeu majeur de notre époque. L'œuvre d'Ellul a d'ailleurs annoncé la convergence des nanotechnologies, des biotechnologies, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des sciences cognitives. Ces technologies dites convergentes sont le cœur du développement technicien actuel. Nous ne sommes pourtant aucunement consultés sur les choix et les trajectoires techniques. Un monde sans contact, de plus en plus virtuel, nous est imposé l'accélération, la croissance et l'artificiel, qui induisent une plus grande complexité des systèmes, nous sont imposés : c'est le règne de tout ce qui « détruit, élimine ou subordonne » le monde naturel, selon les mots d'Ellul dans La Technique ou l'enjeu du siècle.

Automatisme et soumission à l'impératif technique

Le progrès technique tend à se développer « automatiquement », le choix entre les procédés n'est plus à la mesure de l'homme mais se déroule de façon mé-

canique. La fascination pour cet engrenage trop bien huilé joue à plein régime, empêchant le citoyen, l'homme dans sa pleine dimension politique d'y « porter la main pour opérer lui-même le choix » (La Technique ou l'enjeu du siècle, premier ouvrage de la trilogie de Jacques Ellul).

Jacques Ellul ira jusqu'à dire que l'homme n'est « absolument plus » l'agent du choix. Il s'agit d'un mécanisme froid qui tend à supprimer le hasard, les « facteurs d'imprévision », la finesse et l'habileté proprement humaines. Fantaisie, qualités individuelles ou tradition sont balayées. L'être humain doit rentrer en concurrence avec « une puissance contre laquelle il n'a pas de défense efficace » ou se soumettre à l'impératif technique (soit des procédés, des modes d'emploi impliquant une systématisation de nos gestes et pensées). Selon Ellul, nous sommes actuellement « au stade d'évolution historique d'élimination de tout ce qui n'est pas technique ».

Selon Ellul, nous sommes actuellement « au stade d'évolution historique d'élimination de tout ce qui n'est pas technique ». À cet égard, l'interconnexion numérique généralisée, la data-driven society, ou société gouvernée par la donnée, est présentée comme inéluctable, promue à grand renfort de communication par les ministres successifs en charge du numérique. Le cas de Cédric O (Secrétaire d'État chargé du Numérique de 2019 à 2022, ndlr) est lui-même paroxystique. Dans une intervention au Sénat en décembre 2020, Cédric O donne une illustration flagrante de cette soumission à l'impératif technique. Prenons-le au mot, cela vaut son pesant de cacahuètes :

« On a besoin de beaucoup plus de numérisation pour réussir la transition en-

vironnementale. On a besoin de beaucoup plus d'innovation pour réussir la transition environnementale. C'est assez mathématique. Il y a de plus en plus de monde sur cette planète, qui consomme de plus en plus, compte tenu du rattrapage extrêmement rapide de certains pays en développement très peuplés. Et donc si on veut faire en sorte de... maîtriser notre consommation, il faut être plus efficace. Pour être plus efficace, il faut innover. Et dans l'innovation, dans l'ensemble des secteurs qui sont les plus polluants, à savoir le bâtiment, les transports, la logistique, l'agriculture : la question numérique est absolument centrale. Centrale. Jusqu'à d'ailleurs la question de la 5G si on fait le lien avec la question de la technologie [sic].

On a besoin de connecter beaucoup, beaucoup plus d'objets pour être plus efficace. C'est-à-dire pour faire autant, voire plus, en consommant moins [sic]. C'est vrai dans l'agriculture, c'est vrai dans la logistique, c'est vrai dans l'industrie. C'est vrai dans l'énergie elle-même. Il n'y aura pas de smart grids et de réseaux distribués avec des cellules de production photovoltaïque, éolienne, etc., etc., s'il n'y a pas une numérisation MASSIVE une utilisation massive de l'intelligence artificielle, et un développement de la connexion des objets y compris via la 5G. [...] Je veux dire... Il y a plus de monde sur cette planète, ils consomment plus et on a une planète limitée. Soit on est plus efficace, soit on décide qu'il faut tuer les vieux. Pardon mais il y en a certains du côté environnemental qui l'ont proposé. Soit on décide qu'on doit contraindre les naissances. Mais à un moment, c'est mathématique. »

On ne peut que souhaiter un retour au réel et une intégration de l'effet rebond pour les stipendiés les plus « efficaces » de l'industrie. Aiguillon médiatique et porte-flingue de la vie totalement numérisée, le ministre O profèrerait en privé à ses équipes rapprochées que les Français avaient non seulement un droit à être « connectés » mais un « devoir de connexion ». CQFD. Du devoir à la contrainte, la pente est glissante... Avec l'objectif affiché de connecter, de rapprocher, de fluidifier, l'expansion numérique exclut et cherche à soumettre les récalcitrants, tous ceux qui veulent encore un contact humain. Il y a multiplicité de contacts électroniques et dévaluation du contact direct, ce qui provoque une perte de sens, un rapport productiviste au monde, voire « la réduction de l'existence à une succession d'instantanés déliés les uns des autres ».

C'est bien une fuite en avant circulaire.

Source : Lvsl.fr

ARABIE SAOUDITE
Riyadh gèle les
loyers de sa
capitale pour une
durée de 5 ans

Les autorités saoudiennes ont annoncé jeudi le gel pour cinq ans des hausses annuelles des contrats de location résidentiels et commerciaux à Ryad, capitale en manque de logements qui attire de nombreux expatriés et Saoudiens. L'annonce du gel s'est faite par décret royal et décision du Conseil des ministres. Selon l'agence de presse officielle saoudienne SPA, ces nouvelles dispositions visent à "réguler la relation entre bailleurs et locataires (...) en réponse aux défis posés ces dernières années par la hausse des loyers résidentiels et commerciaux". Le texte indique que "l'augmentation annuelle du montant global du loyer des biens résidentiels et commerciaux, existants ou nouveaux, situés dans le périmètre urbain de la ville de Ryad, est suspendue pour une durée de cinq ans à compter du 25 septembre 2025". La capitale saoudienne compte plus de 8,6 millions d'habitants, dont près de la moitié d'étrangers, qui jouent un rôle majeur dans divers secteurs du riche royaume pétrolier, première économie du Moyen-Orient. Les habitants se plaignent de hausses jugées excessives, alors que l'Autorité générale de la statistique a indiqué en août dernier que les loyers résidentiels avaient augmenté de 7,6% sur un an. La capitale se développe surtout à l'horizontal, dominée par des petites villas, ce qui limite l'offre face à une demande croissante, alimentée par l'arrivée de milliers d'expatriés et de Saoudiens attirés par des méga-projets en cours.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DES ÉMIRATS ARABES UNIS 2025

Une progression prévue de 4,5 %

Les Émirats arabes unis (EAU) s'affirment comme l'un des moteurs économiques du Golfe. Selon le ministre du Tourisme et de l'Économie, la croissance économique des Émirats arabes unis 2025 devrait atteindre 4,5 %, un rythme supérieur à celui de plusieurs pays voisins.

Le pays profite d'une diversification structurelle, appuyée par des stratégies budgétaires prudentes et des réformes économiques. Le secteur non-pétrolier joue un rôle moteur dans cette évolution. L'environnement des affaires est renforcé par une augmentation des investissements étrangers directs, un indicateur majeur de confiance des investisseurs internationaux.

Perspectives de croissance à moyen terme : vision élargie

Banque mondiale : prévoit une croissance du PIB de 4,6 % en 2025, avec une accélération à 4,9 % en 2026 et 2027. Fonds monétaire international (FMI) : estime une croissance d'environ 4 % en 2025, suivie de 5 % en 2026. Banque centrale des EAU (rapport stabilité

financière 2024) : anticipe une croissance de 4,4 % en 2025, portée par une reprise robuste dans les secteurs non pétroliers, et une remontée à 5,4 % en 2026.

S&P Global : une projection plus optimiste mais prudente

L'agence S&P Global Market Intelligence table sur une croissance de 5,4 % en 2025 et 6,5 % en 2026, portée par la reprise de la production pétrolière et une demande interne soutenue. Toutefois, elle souligne des risques liés à l'incertitude mondiale et aux prix de l'énergie.

Réalisations concrètes : croissance non pétrolière et résilience

Le secteur non pétrolier, représentant 74 % du PIB en 2024, devrait croître de 4,5 % en

2025, soutenu par le tourisme, la finance, la logistique et les énergies renouvelables. Le système bancaire des EAU reste robuste, grâce à une forte demande de crédit, des indicateurs de qualité des actifs sains et des investissements publics massifs. Le secteur énergétique devrait rebondir : 4,1 % de croissance en 2025, puis 8,1 % en 2026, avec le relâchement des quotas de l'OPEP+

Croissance économique des Émirats arabes unis 2025 : Rebond régional

Un sondage Reuters (juillet 2025) place les EAU en tête de la croissance régionale, prévoyant 4,8 % en 2025 et 4,6 % en 2026, en raison d'une hausse de la production pétrolière et des efforts soutenus de diversification.

TUNISIE

Le ministère de l'Éducation officialise une série d'augmentations d'indemnités

Le ministère de l'Éducation a publié ce jeudi 25 septembre, dans le Journal officiel de la République tunisienne (JORT n° 118), six nouveaux arrêtés fixant l'augmentation de plusieurs indemnités destinées aux cadres et enseignants du secteur éducatif. Ces mesures, applicables de manière rétroactive, prévoient un versement différé des arriérés en 2026. Les trois premiers arrêtés portent sur l'indemnité de fonction des directeurs d'établissements secondaires ainsi que sur l'indemnité spéciale pour

frais de fournitures scolaires. Désormais, selon l'arrêté n° 417/2025, les montants annuels sont fixés à 3780 dinars pour les directeurs principaux, 3090 dinars pour les directeurs adjoints principaux, 2760 dinars pour les directeurs et 2040 dinars pour les surveillants généraux. Les arrêtés n° 418 et 419/2025 revalorisent l'indemnité spéciale couvrant les frais de fournitures scolaires des enseignants du primaire, des collèges, des lycées et des lycées pilotes. Ces augmentations s'appliquent à compter de sep-

tembre 2024 et septembre 2025, mais le reliquat lié à l'année 2024 ne sera versé qu'en septembre 2026. Trois autres arrêtés viennent compléter le dispositif. L'arrêté n° 420/2025 relève l'indemnité liée à la base numérique et au temps scolaire pour les surveillants des collèges et lycées publics, tandis que l'arrêté n° 421/2025 concerne spécifiquement les surveillants généraux. Quant à l'arrêté n° 422/2025, il instaure une nouvelle « indemnité d'affectation » en faveur des inspecteurs pédagogiques du primaire, des collèges et

du secondaire. Toutes ces augmentations sont rétroactives et couvrent les périodes d'octobre 2022, janvier 2024 et janvier 2025. Toutefois, les arriérés dus au titre des années 2022 et 2024 ne seront réglés qu'en septembre 2026. Ces mesures marquent une étape importante dans la reconnaissance des responsabilités et des charges assumées par le corps enseignant et les cadres du secteur, mais leur mise en œuvre différée suscite déjà des interrogations sur l'impact budgétaire et la gestion des délais de paiement.

ÉGYPTE

Le Caire étend l'usage du gaz naturel malgré les difficultés d'approvisionnement

Ayant perdu son statut d'exportatrice nette de gaz naturel, l'Égypte a dû accroître ses importations du combustible ces dernières semaines pour répondre à une demande intérieure croissante. En dépit de ses défis en approvisionnement, l'Égypte poursuit l'extension de son réseau gazier. Selon des données du ministère du Pétrole et des ressources minérales

relayées mardi 23 septembre par la presse locale, 572 000 foyers supplémentaires ont été raccordés au réseau national de distribution de gaz au cours de l'exercice 2024/2025. Une évolution qui porte à 15,5 millions le total de ménages bénéficiant désormais du gaz naturel, un pilier de la politique publique d'énergie domestique. Dans le cadre de cette stratégie, 47 500

véhicules ont été convertis pour rouler au gaz naturel comprimé (GNC) sur la même période. Parallèlement, l'État a soutenu cette dynamique en inaugurant 34 stations de ravitaillement et 17 centres de conversion répartis dans plusieurs gouvernorats. Cette politique vise à réduire la dépendance aux combustibles liquides, plus coûteux et polluants, en allégeant la facture

énergétique des ménages et des transporteurs, et ce, dans un contexte de contraction de la production nationale. Pour compenser ce déficit, l'Égypte a multiplié ses importations de GNL, ce qui pèse sur ses finances et complexifie le règlement des arriérés envers les compagnies étrangères, freinant les investissements nécessaires à la relance de la production.

MAURITANIE

Lancement d'un atelier national sur la réforme du système des marchés publics

Les autorités mauritaniennes ont lancé ce lundi un atelier national d'envergure consacré à l'évaluation et à la révision du Code des marchés publics, ainsi que du système de passation des marchés de la Banque Centrale. L'événement, qui s'étalera sur deux jours, marque une nouvelle étape dans la modernisation de la commande publique. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre des Affaires Économiques et du Développement, Dr. Abdellah Ould Sidiya, en présence du gouverneur de la Banque Centrale de Mau-

ritanie, M. Mohamed Lemine Ould Dhehbi, et de plusieurs personnalités du secteur public, privé et de la société civile. Organisé dans le cadre d'un partenariat entre le ministère et la Banque Centrale, l'atelier vise à appuyer les réformes en cours dans le domaine des marchés publics. Objectif affiché : renforcer la transparence, améliorer la performance de l'administration et favoriser un environnement économique plus équitable. Une démarche participative Dans son allocution, le ministre Ould

Sidiya a souligné l'importance d'une approche inclusive, intégrant les acteurs du secteur privé, les organisations de la société civile, les comités techniques ainsi que les partenaires financiers. Cette participation élargie doit permettre, selon lui, de garantir des réformes « efficaces et adaptées aux défis actuels en matière de commande publique ». Le ministre a rappelé que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme présidentiel « Mon ambition pour la nation », qui fait de la bonne gouvernance et de l'efficacité de l'action publique des

priorités stratégiques. Le rôle pionnier de la Banque Centrale a également été mis en avant. Celle-ci a récemment adopté un système électronique performant pour la passation de ses marchés, illustrant ainsi sa volonté d'accompagner la modernisation des procédures publiques. Les réformes visent notamment à rationaliser les dépenses publiques, établir un cadre juridique transparent, faciliter l'accès des PME aux marchés publics et renforcer la place du secteur privé dans l'économie nationale.

KENYA

Le pays veut décupler sa capacité de production de thé de spécialité d’ici 2030

Le Kenya est le premier exportateur mondial de thé en termes de volume, mais arrive en troisième position derrière la Chine et le Sri Lanka en termes de recettes. Le pays qui souhaite accroître la valeur ajoutée de la filière, mise sur les thés de spécialité pour renforcer sa compétitivité.

Au Kenya, la filière thé ambitionne de porter la capacité installée de fabrication de thé orthodoxe (ou de spécialité) à 200 000 tonnes d’ici 2030, soit un niveau 13 fois plus important que les 15 000 tonnes actuelles de l’industrie locale. C’est ce qu’a déclaré Mutahi Kagwe, secrétaire de cabinet au ministère de l’Agriculture et du Développement de l’élevage, selon les informations relayées par les médias locaux. Alors que seulement 22 unités sont à ce jour agréées pour la production de thés orthodoxes, le responsable estime que ce nombre devrait presque doubler pour atteindre 42 d’ici 2027, dans le cadre du programme de transformation économique ascendante (BETA), lancé sous l’administration du président William Ruto à partir de 2022.

Le système des enchères pour stimuler l’intérêt des acteurs ?

Le gouvernement parie notamment sur l’introduction du thé orthodoxe dans le système de ventes aux enchères, qui était jusque-là réservé uniquement aux expéditions de thé noir CTC (« Cut-Tear-Curl »). En effet, la première vente aux enchères de thé orthodoxe de spécialité produit au Kenya a été lancée le 24 septembre à Mombasa. Si l’ambition affichée est officiellement de diversifier les exportations, cela devrait aussi amener les investisseurs à s’intéresser davantage au secteur du thé orthodoxe, encore embryonnaire, dans la mesure où le système des enchères permet de négocier de meilleurs prix. Selon les informations relayées par le média local The Star, les prix attendus pour

cette première vente inaugurale de thé orthodoxe à Mombasa devraient se situer entre 3 et 10 \$ par kilogramme, bien au-dessus du prix moyen actuel de 2,28 \$ pour le thé en vrac de type CTC. Il convient de noter que les exportations kényanes sont largement dominées par le thé noir CTC, qui compte pour 99 % des volumes produits et exportés. Dans ce contexte le pays, dont les exportations comprennent à peine 1 % de thés de spécialité, passe largement à côté de la valeur ajoutée générée sur ce segment porteur. Les données compilées par le Conseil du thé (TBK) montrent que le Kenya a placé 594 500 tonnes de thé sur le marché international en 2024, générant 181,69 milliards de shillings (1,4 milliard \$) de recettes.

MALAWI

Kula envisage le 1er programme de forage du projet de niobium Wozi pour novembre

Notamment utilisé dans la sidérurgie, le niobium est de plus en plus recherché dans l’électronique et l’aérospatiale pour sa résistance à la corrosion. Alors que le Brésil pourvoit 90% de son approvisionnement, de nouveaux projets s’annoncent en Afrique. Kula Gold, une junior minière basée en Australie, envisage de lancer au Malawi le premier programme de forage de son projet de niobium Wozi en novembre 2025. L’information qui émane d’une note publiée ce jeudi 25 septembre survient quelques mois après qu’elle a obtenu un

permis d’exploration pour cet actif. L’obtention du document a permis à Kula de lancer une étude comprenant à la fois des travaux de cartographie et d’échantillonnage, qui a débouché sur la détection d’une « forte anomalie de niobium » à Wozi, avec des teneurs allant jusqu’à 1,08% Nb₂O₅. Des résultats dont l’analyse complète servira, apprend-on, à planifier le premier programme de forage ainsi annoncé. En attendant, Kula entend « faire appel à un partenaire spécialisé dans les terres rares

pour soutenir le développement technique du projet ». L’investissement prévu pour la campagne n’a pas été dévoilé, mais l’annonce survient seulement quelques jours après que la société a indiqué vouloir lever 2,5 millions de dollars australiens (environ 1,6 million USD), notamment pour alimenter son « fonds de roulement ». Le lancement d’une campagne d’exploration à Wozi devrait constituer une étape clé pour le projet, marquant le démarrage de travaux de prospection à grande échelle pour ce métal utilisé entre autres dans la sidérurgie et l’aérospatiale. Il s’agit des prémices du processus de développement d’un projet minier, précédant la découverte potentielle d’un gisement. En dehors de Wozi, l’Afrique compte aussi d’autres projets de Niobium plus avancés. Au Malawi, l’australien Globe Metals & Mining est actif sur le projet Kanyika, considéré comme la future première mine industrielle de niobium sur le continent. Cradle Resources et Tremont Investments développent quant à eux le gisement Panda Hill en Tanzanie.

LIBERIA

Quand le solaire répond aux besoins les plus fondamentaux

La transition énergétique africaine se dessine aussi à petite échelle, là où le solaire répond directement à des besoins essentiels comme l’eau potable dans des zones rurales et reculées. Au Liberia, quatre stations d’eau potable alimentées à l’énergie solaire seront inaugurées d’ici la fin du mois dans les comtés de Gbarpolu et de Rivercess. Construites dans le cadre de l’Accelerated Community Development Programme (ACDP) mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), elles visent à améliorer l’accès à l’eau dans des zones rurales longtemps dépendantes de

sources contaminées. Chaque installation doit fournir de l’eau potable à environ 8000 habitants. Équipées de pompes solaires assurant un flux continu, de kiosques de distribution et d’unités de chloration, elles réduiront les risques de maladies hydriques et allégeront les charges domestiques des femmes qui n’auront plus à parcourir de longues distances pour s’approvisionner. D’une valeur totale de 334 847 USD, elles s’ajoutent à une première station déjà opérationnelle dans le comté de Bong. Cinq autres doivent être achevées d’ici fin 2025. Au-delà de l’impact immédiat, ces

projets rappellent que la transition énergétique en Afrique peut se traduire dans des usages essentiels, bien avant les grandes ambitions industrielles. Comme le souligne la Banque mondiale dans son article « Solar Water Pumping for Sustainable Water Supply », le pompage basé sur le solaire constitue une alternative durable aux systèmes diesel qui sont coûteux à entretenir et polluants. La Banque souligne que grâce à la baisse de 80% du prix des panneaux photovoltaïques et à leur durée de vie estimée à 25 ans, ce modèle s’impose comme solution abordable et résiliente.

Ainsi, le solaire exploité pour l’eau potable illustre une adoption africaine de l’énergie verte adaptée aux réalités locales. Ces infrastructures démontrent que l’énergie renouvelable peut répondre directement à des besoins des plus fondamentaux, comme boire de l’eau propre, améliorer la santé publique et la sécurité des femmes. Par ailleurs, contrairement à des projets d’envergure dont l’impact reste difficile à percevoir dans l’immédiat, ces solutions apportent une valeur rapidement tangible aux yeux des organisations de développement qui sont parfois pointées du doigt pour un manque d’efficacité.

GHANA

La Tema Oil Refinery vise un redémarrage en octobre après 4 ans d’arrêt

La raffinerie de Tema, l’unique raffinerie du Ghana, est à l’arrêt depuis 2021 en raison de problèmes techniques et financiers. En mars 2023, son directeur général, Yussif Sulemana, avait indiqué qu’un investissement initial de 25 millions de dollars était nécessaire pour relancer ses opérations. La Tema Oil Refinery (TOR) devrait reprendre ses activités en octobre 2025, après plusieurs années d’inactivité. L’information a été relayée mardi 23 septembre par la presse locale, citant l’intervention de Jerry Kwofie, le directeur général par intérim de la TOR, lors d’un point de presse. Selon le responsable, les installations sont préparées pour un redémarrage complet, conditionné par la disponibilité du brut et l’achèvement des travaux techniques. La capacité de l’installation est estimée à environ 45 000 barils par jour. Sa remise en marche vise à permettre au Ghana de réduire sa dépendance aux importations de carburants, qui pèsent fortement sur les réserves de change. En effet l’inactivité prolongée de la raffinerie force le pays à importer quasi la totalité de ses produits pétroliers. D’après la Bank Of Ghana, ce poste de dépense a représenté environ 10,2 milliards de dollars en 2024. Le gouvernement a plusieurs fois annoncé une relance de la raffinerie au cours des dernières années, sans succès. Selon la presse locale, la direction de la raffinerie indique avoir cette fois engagé les discussions nécessaires à travers la signature fin juillet d’un protocole d’accord avec la Bulk Oil Storage and Transportation Company (BOST). L’entente prévoit un soutien technique, une expertise commerciale, l’utilisation des infrastructures de BOST et le remboursement des dettes accumulées depuis plus de 20 ans dans le cadre d’une stratégie de restructuration financière.

MALGRÉ LES NOUVEAUX DROITS DE DOUANE US

L'Europe finit dans le vert

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi malgré une nouvelle salve de droits de douane imposés par Donald Trump, notamment dans le secteur pharmaceutique.

À Paris, le CAC 40 a progressé de 0,89% à 7.864,75 points, tandis que le Dax allemand s'est hissé de 0,84% et le Footsie britannique s'est renforcé de 0,73%.

L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une hausse de 0,81%, tandis que le FTSEurofirst 300 inscrivait un gain de 0,45% et que le Stoxx 600 prenait 0,75%.

Les marchés ont été plutôt rassurés vendredi par la publication de l'indice PCE des prix à la consommation aux Etats-Unis qui a fait état d'une hausse des prix en août en ligne avec les attentes.

Cette nouvelle donnée semble plutôt aller dans le sens des scénarios de plusieurs baisses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), comme envisagé par la majorité des analystes et économistes, alors que des doutes avaient émergé plus tôt dans la semaine à la suite de la résistance surprise de l'économie et du marché du travail outre-Atlantique.

Plusieurs responsables de politique monétaire de la banque centrale américaine ont soufflé le chaud et le froid au cours de la semaine concernant les perspectives de baisses de taux de l'institution.

Les analystes scruteront la semaine prochaine les créations d'emplois non agricoles, publiés vendredi, qui constitueront l'une des dernières données clé avant la prochaine réunion d'octobre de la Fed.

En Europe, les nouveaux droits de douane sur les secteurs pharmaceutiques ou encore du transport n'ont pas vraiment fait paniquer les marchés qui ont déjà intégré ces risques douaniers.

"Les actions européennes font du surplace en raison de l'absence de catalyseurs et des inquiétudes budgétaires croissantes. Les doutes sur l'ampleur des réformes et de l'expansion budgétaire en Allemagne nuisent à la reprise très attendue", estiment les économistes de Barclays dans une note publiée vendredi.

Citigroup a ainsi abaissé sa recommandation sur les actions européennes de "surpondérer" à "neutre", soulignant l'affaiblissement des indicateurs économiques et l'impact potentiellement dif-

féré des droits de douane américains sur la croissance de la région.

Valeurs

Le secteur européen de l'acier a évolué en hausse vendredi après des informations du journal allemand Handelsblatt selon lesquelles la Commission européenne prévoit d'imposer dans les semaines à venir des droits de douane de 25% à 50% sur l'acier chinois.

Arcelor Mittal et Aperam ont gagné respectivement 2,35% et 2,02%. Voestalpine a avancé de 2,89% et Thyssenkrupp de 3,55%.

Les poids-lourds Daimler Truck et Traton ont respectivement lâché 1,75% et 2,55% après que Donald Trump a annoncé de nouvelles taxes sur le secteur.

Le secteur pharmaceutique européen a quant à lui mieux résisté aux nouvelles annonces de droits de douane qui le visent également : Novo Nordisk a reculé de 3,49%, Roche a abandonné 0,94% et Novartis a même pris 0,34%.

En France, TP a signé l'une des plus mauvaises performances du SBF 120 en abandonnant 2,56%, au plus bas depuis 10 ans. Les investisseurs s'inquiètent des perspectives après les mauvais résultats de son homologue américain Concentrix.

Alstom a enregistré au contraire la meilleure performance du CAC 40 en s'adjugeant 2,61% après avoir fait état d'une commande d'un client européen.

En Allemagne, Lufthansa a pris 1,57%, deux sources ayant rapporté à Reuters que la société allait annoncer lundi la suppression de plusieurs milliers d'emplois afin de démontrer au marché son engagement en faveur d'une efficacité accrue.

A Wall Street

A l'heure de la clôture en Europe, les échanges à la Bourse de New York indiquaient un gain de 0,47% pour le Dow Jones et de 0,27% pour le Standard & Poor's 500, contre une perte de 0,01% pour le Nasdaq Composite.

L'indice des prix de la consommation personnelle (PCE) a avancé de 2,7% en rythme annuel, après 2,6% en juillet et conformément aux attentes, montrent les données du département du Commerce.

Le moral des ménages américains s'est dégradé en septembre avec un indice à 55,1, montrent les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan.

Changes

Le dollar est à la baisse vendredi avec les anticipations de baisses de taux de la Fed.

Le dollar lâche 0,29% face à un panier de devises de référence, l'euro gagne 0,22% à 1,1691 dollar, et la livre sterling progresse de 0,47% à 1,3402 dollar.

Taux

Les rendements américains sont plutôt stables vendredi, l'inflation PCE ayant renforcé les scénarios déjà intégrés par les marchés.

Le rendement du Treasury à dix ans prend 0,9 pb à 4,1833%, tandis que le rendement du titre à deux ans est stable à 3,6635%.

Le rendement du dix ans allemand a reculé de 3 pb à 2,7438%, celui du taux à deux ans a perdu 0,09 pb à 2,033%.

Pétrole

Les prix du pétrole sont orientés à la hausse vendredi et devraient engranger leur plus forte hausse hebdomadaire en trois mois, les attaques ukrainiennes sur les infrastructures énergétiques russes pesant sur les perspectives d'offre.

Le Brent prend 1,67% à 70,58 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) progresse de 1,88% à 66,2 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 25 Septembre 2025 Valeur : 29 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.5604	129.5754
1	EUR	EURO		151.8448	151.8883
1	GBP	POUND STERLING		174.0935	174.1605
100	JPY	JAPANESE YEN		87.0643	87.0802
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1788	18.1827
1	CHF	SWISS FRANC		162.5805	162.6810
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.2022	93.2331
1	DKK	DANISH KRONE		20.3679	20.3716
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7823	13.7876
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0323	13.0375
1	AED	UAE DIRHAM		35.2718	35.2797
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5430	34.5488
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.7882	425.1161
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2310	44.6755
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3123	14.3139
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9421	24.0650
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2448	3.2548
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6601	177.6601

SATISFAITE DES CHIFFRES DE L'INFLATION

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé la semaine sur une note positive, poussée par un indicateur d'inflation conforme aux attentes, qui renforce les perspectives de baisse de taux de la Fed avant la fin de l'année.

L'indice Dow Jones a gagné 0,65%, le Nasdaq a progressé de 0,44% et l'indice élargi S&P 500 de 0,59%.

"Le marché a poussé un soupir de soulagement après avoir pris connaissance" de l'indice des prix PCE, jauge d'inflation privilégiée par la banque centrale américaine (Fed), commente auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA.

En août, la hausse des prix a at-

teint 2,7% sur un an aux Etats-Unis, contre 2,6% en juillet, selon le ministère américain du Commerce.

Même si c'est le plus élevé depuis février, ce rythme d'inflation n'a guère inquiété les investisseurs.

Cela "ne change pas les prévisions de deux baisses de taux" en octobre et décembre, d'un demi-point au total, selon M. Stovall.

Un assouplissement monétaire étant de nature à donner de l'élan à l'activité économique et aux bénéfices des entreprises, ces perspectives sont "positives" pour le marché, note l'analyste.

L'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'énergie et de l'alimen-

tation) aux Etats-Unis est restée stable par rapport au mois précédent, à 2,9% en glissement annuel.

En outre, le dynamisme des consommateurs américains résiste à la hausse des prix.

Les investisseurs attendent désormais plusieurs données sur le marché du travail qui seront publiées la semaine prochaine, dont le rapport sur l'emploi non-agricole vendredi.

Ces chiffres seront particulièrement scrutés alors que la Fed a décidé de baisser ses taux la semaine passée pour la première fois depuis 2024 afin de faire face à l'affaiblissement du marché de l'emploi.

Sur le marché obligataire, le rende-

ment des emprunts d'Etat américains à échéance dix ans évoluait vers 20H25 GMT à 4,18%, contre 4,17% à la clôture jeudi.

Au tableau des valeurs, l'éditeur de jeux vidéo Electronic Arts a bondi (+14,87% à 193,35 dollars) après des informations du Wall Street Journal selon lesquelles il pourrait être racheté par un groupe d'investisseurs, dont la société de capital-investissement Silver Lake.

Cette transaction est évaluée à 50 milliards de dollars, selon le journal américain, qui cite des sources proches du dossier.

Certains titres ont été impactés par les dernières déclarations du président américain Donald Trump

concernant les droits de douane.

Les actions du secteur pharmaceutique ont ainsi profité de l'annonce de surtaxes pouvant aller jusqu'à 100% sur les médicaments produits en dehors des Etats-Unis à partir du 1er octobre.

Le laboratoire Eli Lilly a gagné 1,36%, Merck a pris 1,21% et Abbvie a progressé de 0,94%.

Le groupe Paccar (+5,16 à 100,50 dollars), propriétaire des célèbres marques américaines de camion Peterbilt et Kenworth, a brillé après l'annonce par Donald Trump de droits de douane de 25% sur "tous les poids lourds fabriqués dans d'autres régions du monde".

APRÈS L'UE

Le Canada signe aussi un traité de libre-échange avec l'Indonésie

Le Canada cherche à développer ses relations commerciales avec de nouveaux pays alors que les liens avec les États-Unis se sont considérablement dégradés depuis le retour au pouvoir de Donald Trump.

Le Canada a franchi une étape majeure dans sa stratégie de diversification commerciale en signant un accord de libre-échange bilatéral avec l'Indonésie, le tout premier avec un pays membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Cet accord avec le Canada intervient quelques jours après la signature à Bali d'un autre accord de libre-échange entre l'Indonésie et l'Union européenne (UE), conclu à l'issue de dix ans de négociations qui se sont accélérées après la hausse des droits de douane américains. Selon plusieurs experts interrogés par l'AFP, l'accord Canada/Indonésie représente un accord "stratégique" dans un contexte de turbulences économiques mondiales, exacerbées par les politiques protectionnistes des

États-Unis. "La signature d'accords commerciaux avec l'UE et le Canada en quelques jours signale une stratégie de diversification des partenaires pour minimiser le risque de volatilité des tarifs douaniers mondiaux, mais cela ne signifie pas que l'Indonésie abandonne le marché américain", a déclaré à l'AFP Syafruddin Karimi, économiste à l'Université indonésienne Andalas. Cela permet par ailleurs au Canada de renforcer sa présence dans la région indo-pacifique, conformément à la stratégie dévoilée en 2022 sous le gouvernement Trudeau. Présenté comme "historique" par le président indonésien, Prabowo Subianto, en visite officielle à Ottawa mercredi, l'Accord de partenariat économique global (Cepa) vise à éliminer ou réduire les droits de douane sur

plus de 95% des exportations canadiennes. Cela concerne notamment les secteurs du blé, de la potasse, du bois et du soja. "L'Indonésie était une cible de choix: c'est le pays le plus peuplé de la région, le plus grand partenaire commercial de l'Asean et le siège de l'organisation", a expliqué Serge Granger de l'Université de Sherbrooke. Le Cepa prévoit également l'élimination de plus de 90,5% des tarifs sur les importations indonésiennes, favorisant notamment les exportations de vêtements et de produits en cuir vers le marché nord-américain. Jusqu'ici le commerce bilatéral entre les deux pays demeure modeste, atteignant 5,5 milliards de dollars canadiens en 2024, derrière le Vietnam et la Thaïlande.

ETATS UNIS

La croissance vient d'être fortement rehaussée à 3,8% au 2^e trimestre

La croissance des Etats-Unis au 2e trimestre a été révisée à la hausse à 3,8% en rythme annualisé, contre 3,3% selon la dernière révision et même 3% initialement. Mais les économistes anticipent un ralentissement d'ici la fin de l'année. Les Etats-Unis ont connu une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,8% en rythme annualisé au deuxième trimestre, selon une esti-

mation officielle actualisée jeudi, soit plus que ce qui avait été auparavant calculé, et plus qu'attendu par les marchés. La première estimation du PIB pour la période, publiée fin juillet, faisait état d'une croissance de 3% en rythme annualisé. Elle avait ensuite été révisée à 3,3%. Les marchés ne s'attendaient pas à une nouvelle révision, selon le consensus publié par Trading Economics.

Un ralentissement à la fin de l'année? Cependant, la croissance pourrait être bien plus molle pour la fin de l'année 2025. Les économistes américains ont revu ce jeudi leurs prévisions de croissance à la baisse pour la fin 2025 en raison de l'affaiblissement du marché du travail et de l'inflation. Le comité consultatif économique de l'association bancaire ABA, constitué

de 16 économistes des plus grandes banques américaines, pense désormais que la première économie mondiale connaîtra, au dernier trimestre 2025, une croissance de 1,3% sur un an. Cela représente un fort ralentissement par rapport à la même période en 2024, où une croissance de 2,5% sur un an avait été enregistrée. Mais ils anticipent une légère reprise à partir de 2026.

MEXIQUE

Nouvelle baisse du taux directeur, à 7,5%

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a de nouveau abaissé jeudi son taux directeur, à 7,5%, notant des "changements modérés" dans les prévisions d'inflation. Si l'inflation générale a montré "une certaine augmentation" depuis juillet, les perspectives à long terme restent "relativement stables", estime l'institution dans un communiqué. Elle a décidé de réduire son taux direc-

teur de 25 points de base, comme en août, tout en promettant d'évaluer à l'avenir "de nouvelles baisses du taux directeur". Entre juillet et la première quinzaine de septembre, l'inflation générale s'est accentuée dans la deuxième plus grande économie d'Amérique latine après le Brésil, passant de 3,51% à 3,74%. Les "tensions commerciales" persistent, a également souligné Banxico,

prévoyant un ralentissement de l'économie mondiale et de celle des Etats-Unis, principal partenaire commercial du Mexique. Le Mexique a obtenu fin juillet un report de 90 jours d'une hausse des droits de douane, mais à l'approche de la fin de cette trêve, une nouvelle série de négociations ardues avec Washington est attendue.

ALLEMAGNE

Relance par la dette insuffisante, les réformes urgentes

L'Allemagne devrait sortir de sa léthargie économique l'an prochain, mais en se reposant largement sur un surplus d'endettement public, préviennent jeudi les principaux instituts de conjoncture du pays, qui appellent à accélérer les réformes structurelles. La hausse du Produit Intérieur Brut (PIB) de la première économie européenne devrait atteindre 0,2% en 2025, contre 0,1% anticipé au printemps, puis 1,3% l'an prochain et 1,4% en 2027, détaillent cinq grands instituts économiques dans leurs prévisions d'automne. L'Allemagne se sortirait ainsi de la récession des deux années passées, mais son économie demeure "toujours sur un terrain instable", a expliqué Geraldine Dany-Knedlik, de l'institut DIW, dans un communiqué commun. Pour relancer l'économie, le gouvernement du chancelier conservateur Frie-

drich Merz a promis des milliards d'euros d'investissement publics dans la défense et les infrastructures au cours des prochaines années, mettant fin à des années de gestion budgétaire rigoureuse limitant la capacité d'endettement du pays. Mais "cette politique budgétaire expansionniste masque les problèmes structurels" du pays, a déclaré l'économiste devant la presse. Coûts des salaires et de l'énergie élevés dans le pays, pénurie persistance de main d'oeuvre qualifiée et baisse de la compétitivité: les obstacles structurels restent nombreux en vue de relever durablement le potentiel de croissance du pays. Les instituts appellent donc à des réformes "fondamentales" dès cet automne. Les principales fédérations patronales allemandes ont déjà mis la pression sur le

chancelier lundi, soulignant "l'urgence" de réformes pour relancer l'économie. "Sans un tel ensemble de réformes claires", les impulsions budgétaires "risques de s'essouffler tôt ou tard", a insisté jeudi Stefan Kooths, économiste de l'institut IfW de Kiel (nord). Il a comparé l'économie allemande à un "drogué" recevant sa dose sous forme des milliards promis pour les infrastructures: "un drogué se sentira mieux après la piqûre, mais aucun médecin ne dirait +Ah, maintenant le patient est guéri+." Les instituts ont présenté une douzaine de réformes clés, entre mieux diversifier les relations commerciales, face à la fragilité des chaînes d'approvisionnement, encourager les personnes âgées à travailler davantage, supprimer les obstacles à l'immigration de talents étrangers et accroître l'efficacité de l'administration publique.

APRÈS 30 ANS D'EXEMPTION

Trump veut taxer les importations de médicaments à 100%

Le président américain Donald Trump a annoncé de nouveaux droits de douane allant jusqu'à 100% pour les médicaments importés aux Etats-Unis. La fédération européenne des industries pharmaceutiques (Efpi) redoute "la pire des situations, au lendemain de l'annonce, par Donald Trump, de nouveaux droits de douane allant jusqu'à 100% pour les médicaments importés aux États-Unis jeudi 25 septembre. À partir du 1er octobre, "nous appliquerons une taxe de 100% sur tout produit pharmaceutique de marque ou breveté, sauf si une entreprise Construit son usine pharmaceutique en Amérique", a écrit le milliardaire républicain sur sa plateforme Truth Social. La directrice générale de l'Efpi, Nathalie Moll a rappelé à l'AFP que ces taxes "augmentent les coûts, perturbent les chaînes d'approvisionnement et empêchent les patients d'obtenir des traitements vitaux". "L'UE et les États-Unis ont déjà conclu un accord commercial; des discussions urgentes sont nécessaires sur la manière d'éviter les droits de douane sur les médicaments qui nuisent aux patients de l'UE et des États-Unis. Dans le même temps, l'UE doit améliorer son soutien aux coûts de la recherche et du développement à l'échelle mondiale", a-t-elle ajouté auprès de BFM Business. Contacté, le Leem, syndicat des laboratoires pharmaceutiques en France considère "que les médicaments et les vaccins et leurs principes actifs ne peuvent être assimilés à des biens marchands ordinaires. Leur libre circulation constitue un impératif de santé publique, condition essentielle pour la santé de tous les patients". Pour rappel, dans le cadre de l'accord commercial finalisé au mois d'août avec les États-Unis, l'UE avait obtenu des droits de douane plafonnés à 15%, ce qui était déjà mal accueilli par le secteur. "La réintroduction de droits de douane sur les médicaments (produits finis et matières premières), après plus de 30 ans d'exemption et dont les modalités de mise en œuvre restent à préciser, affaiblit la continuité des traitements et la sécurité sanitaire des populations des deux côtés de l'Atlantique", insiste le Leem.

Trop, c'est trop ! À son tour, Google hausse le ton contre l'UE et le DMA

Google profite de l'actualité, pour, à son tour, monter au créneau contre le Digital Markets Act (DMA) européen. L'entreprise californienne rejoint Apple dans ses critiques de la réglementation, et dénonce des conséquences contraires aux objectifs initiaux de la législation européenne.

Le tourisme européen pénalisé par le DMA

Google explique notamment que le DMA a un impact non négligeable dans le secteur touristique européen. La réglementation contraint le moteur de recherche à supprimer les liens directs vers les sites de compagnies aériennes et d'hôtels. De fait, les résultats mettent en avant des intermédiaires.

Avant le DMA, un utilisateur recherchant "vol Paris-Rome" voyait apparaître directement les sites des compagnies aériennes comme Air France ou Alitalia dans les résultats. Il pouvait cliquer et réserver immédiatement sur le site officiel de la compagnie, sans frais intermédiaires. Désormais, la réglementation européenne oblige Google à privilégier les plateformes tierces comme Booking.com, Expedia ou Kayak. Ces sites intermédiaires ne vendent pas directement les billets, mais mettent en relation les voyageurs avec les compagnies moyennant une commission comprise généralement entre 10 et 15% du prix du billet. Cette commission, facturée à la compagnie aérienne pour chaque réservation générée, se répercute automatiquement sur le tarif final payé par le consommateur.

Selon Google, cette modification aurait déjà engendré une chute de 30% du trafic direct gratuit pour les entreprises touristiques européennes. Le géant californien cite notamment une étude selon laquelle les pertes potentielles des entreprises européennes pourraient s'élever à 114 milliards d'euros à travers tous les secteurs concernés par ces nouvelles contraintes.

Un double discours sur la sécurité

Surtout, Google rejoint Apple sur la question de la sécurité. Contrairement à l'écosystème fermé d'iOS, Android permet nativement l'installation d'applica-



tions depuis des sources tierces (side-loading) et un smartphone intègre, parfois, plusieurs boutiques d'applications préinstallées. L'entreprise estime que "cette ouverture a favorisé l'innovation et la diversité de choix en Europe, mais elle est aujourd'hui menacée." En effet, le DMA force Google à désactiver certaines protections de sécurité sur Android, pouvant potentiellement exposer davantage les utilisateurs aux liens malveillants et aux arnaques.

Il n'en reste pas moins que si Google brandit l'ouverture d'Android comme un argument contre les contraintes du DMA et comme un avantage concurrentiel face au "jardin clos" d'Apple, en réalité, Google resserre progressivement l'étau et se rapproche du modèle fermé d'Apple. Nous apprenions récemment que l'entreprise souhaitait introduire de nouvelles mesures de sécurité en obligeant les développeurs à une vérification d'identité, à stopper l'installation

des APK externes sans connexion Internet et à mettre en place une liste noire permettant de bloquer des développeurs à distance.

À l'instar d'Apple, Google confirme aussi les retards de déploiement, particulièrement pour ses fonctionnalités d'intelligence artificielle, sur le marché européen. On s'en doutait un peu, mais ce n'est pas demain que nous pourrons tester l'édition IA du navigateur

Chrome passant à l'ère agentique. La filiale du groupe Alphabet pointe des incertitudes réglementaires et la complexité des nouvelles règles à respecter, lesquelles s'ajoutent aux réglementations nationales de chaque pays membre.

Pour Google, il faut repenser le DMA de fond en comble sur de nouvelles bases pour des règles "claires, cohérentes et basées sur les faits".

Databricks s'associe à OpenAI

Les deux sociétés ont signé un contrat pluriannuel de 100 M\$ pour apporter aux clients de Databricks les derniers modèles d'OpenAI dont GPT-5. Ils s'intégreront au sein d'Agent Bricks, l'outil automatisant la création d'agents IA dans les entreprises. Ces dernières auront donc plus de choix en termes de LLM surtout que Databricks a signé un accord similaire avec Anthropic en mars dernier. Le partenariat avec OpenAI concerne aussi Unity Catalog du spécialiste des data store, utilisé pour la gouvernance des données et des modèles d'IA. Il apportera par ailleurs des fonctionnalités d'observabilité pour aider les équipes à surveiller les performances, la précision et la sécurité des agents IA.

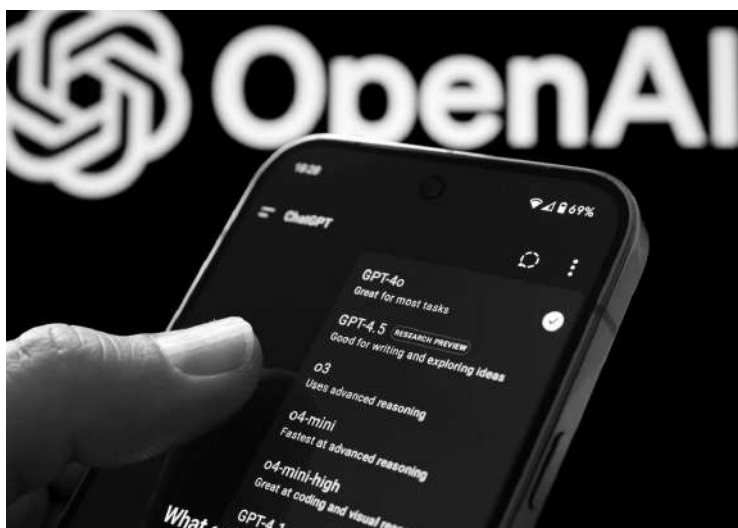
L'entreprise IA d'Elon Musk xAI accuse OpenAI de lui avoir volé des secrets commerciaux

La guerre continue au sein du monde de l'intelligence artificielle. Et une fois encore, cela prend la forme d'Elon Musk s'attaquant à OpenAI. Le problème qu'Elon Musk a avec OpenAI est connu maintenant, avec notamment plusieurs attaques en justice menée par l'homme le plus riche du monde contre la firme de Sam Altman. Mais le niveau d'attaques vient aujourd'hui subitement d'augmenter, avec des accusations très sérieuses qui sont cette fois portées directement par son entreprise d'intelligence artificielle à l'origine de Grok, à savoir xAI.

xAI attaque OpenAI en justice pour vol de secrets commerciaux

OpenAI aurait volé des secrets com-

merciaux chez xAI, selon une plainte qui a récemment été déposée devant un tribunal fédéral de Californie par la société d'Elon Musk. Elle explique avoir découvert un « schéma profondément préoccupant » selon lequel OpenAI recrute des salariés de chez xAI afin d'obtenir d'eux des renseignements cruciaux sur le mode de fonctionnement de Grok. « OpenAI cible des personnes disposant de connaissances sur les technologies clés et les plans stratégiques de xAI - y compris le code source de xAI et ses avantages opérationnels dans le lancement de data centers - puis incite ces employés à violer leurs obligations de confidentialité envers xAI par des moyens illégaux » a-t-il été expliqué dans la plainte.



Une découverte qui aurait été fortuite

Si du côté d'OpenAI, on parle d'une nouvelle étape du harcèlement d'Elon Musk contre la firme de Sam Altman, xAI a appuyé son accusation sur certains détails. L'entreprise d'intelligence artificielle explique en effet comment elle aurait découvert le mode opératoire de son concurrent. Le créateur de Grok indique avoir soulevé un lièvre lors du recrutement par OpenAI de son ancien ingénieur, Xuechen Li. xAI l'accuse d'avoir copié des secrets commerciaux de l'entreprise à partir d'un pc portable de xAI vers un appareil lui appartenant. Le nom d'un autre ancien employé recruté par OpenAI a aussi été cité (Jimmy Fraiture), alors qu'un autre ancien employé est lui cité sans que son identité ne soit révélée.

Fiat vend plus de voitures dans un seul pays que dans toute l'Europe

Agée de 126 ans, la firme italienne Fiat ne vend plus depuis belle lurette la majorité de sa production en Italie. Non, elle écoule principalement ses voitures particulières dans ce pays où la marque n'est présente que depuis 50 ans. Mais pour y être aux avant postes, Fiat y pratique une politique offensive avec un catalogue bien plus étoffé et doté de produits spécifiques. Fiat y occupe une place de leader depuis près de 20 ans.

Il fut un temps où chaque constructeur automobile écoulait la plus grande partie de sa production sur son marché national. Si cela reste vrai notamment pour les constructeurs français qui ne sont pas présents en Amérique du Nord et le sont de moins en moins en Chine, en revanche, les marques premium d'outre Rhin performent davantage sur ces deux gros marchés qu'en Europe et même en Allemagne. Pour Fiat, l'eldorado se situe encore ailleurs. En 2024, seules 15% des Fiat ont été vendues en Italie. Depuis plus de 18 ans, la marque italienne Fiat est leader incontesté dans ce pays dont le marché automobile totalise chaque année 2,5 millions d'unités. A titre de comparaison, sur l'ensemble du marché Européen pourtant 6 fois plus important, Fiat y vend moins de véhicule chaque année.

Quel est ce pays qui maintient Fiat en vie ?

La division de Fiat vient d'y fêter il y a peu son 50ème anniversaire, il s'agit donc d'une implantation récente pour la firme italienne qui célèbre cette année ses 126 ans. Mais elle s'avère ô combien importante pour ne pas dire capitale pour la survie de la marque. Ce pays, c'est le Brésil où par comparaison, en 2024, pour chaque Fiat vendue en Italie, 2,8 ont trouvé preneur sur ce territoire d'Amérique Latine. Fiat y détient une part de marché significative malgré la concurrence de plus en plus forte des marques chinoises qui s'y multiplient à l'envi depuis les 18 derniers mois. Les

consommateurs brésiliens considèrent la marque Fiat comme une firme "cool". Serait-ce l'équivalent là-bas de Dacia chez nous ?

Depuis quand le Brésil est-il si important pour Fiat ?

Concrètement sur les 6 premiers mois de l'année 2025, au Brésil, Fiat a détenu 21% de part de marché. Sur la même période en Italie, elle n'a été que de 11%. Et pourtant, le marché des véhicules légers n'est que 1,4 fois plus important au Brésil qu'en Italie. Il y a 40 ans, Fiat écoulait 43% de sa production en Italie pour seulement 13% au Brésil, une tendance qui n'a cessé de favoriser l'Amérique Latine au détriment de l'Europe. En effet, dix ans plus tard, la proportion s'établissait respectivement à 33 et 23%. Mais en 2005, le Brésil est devenu, certes d'une courte tête, un meilleur débouché pour Fiat que l'Italie avec 25% des ventes contre 22. Une situation qui ne s'est pas tout de suite stabilisée puisqu'en 2015, la mère patrie a repris le dessus avec alors 22% des ventes contre 18% pour le Brésil. Mais depuis la pandémie de 2019, le Brésil a consolidé sa position de leader depuis Fiat y règne en maître. En outre, Fiat est la marque locomotive du groupe Stellantis.

Pourquoi Fiat performe-t-il autant au Brésil ?

La raison est relativement simple. La gamme Fiat ne comporte que 5 véhicules particuliers en Italie (hors utili-



taires) tandis qu'il y a en 8 au Brésil, où rappelons le, les pick-up sont considérés comme des véhicules particuliers et non des utilitaires. D'ailleurs, au Brésil, la marque italienne lance très régulièrement des nouveaux modèles afin de maintenir sa position sur certains segments stratégiques et même en créer

des nouveaux. Les succès des Fiat Fastback, Strada et Toro en témoignent. Pour mémoire en 1985, la gamme particulière de Fiat comportait 12 modèles en Italie et contre 5 au Brésil. C'est à partir de 2015, que la gamme Fiat Brésilienne a pris l'ascendant avec 12 véhicules contre 8 en Italie.

MÊME LES MODÈLES HYBRIDES RECHARGEABLES DOIVENT REPASSER AU GARAGE

La série noire continue chez Stellantis

Dans la vaste galaxie Stellantis, les véhicules hybrides rechargeables ont la réputation d'être plus fiables que les modèles animés par les 1.2 Puretech ou 1.5 BlueHdi. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient totalement à l'abri des problèmes pour autant. L'un d'entre eux pourrait même déboucher sur un incendie dans les cas les plus graves, obligeant la multinationale à lancer un rappel. Cette énième campagne de retour en atelier touche les Peugeot 3008 et 508 de deuxième génération, le DS 7 Crossback, l'ancien Citroën C5 Aircross ainsi que l'Opel Grandland X. Les problèmes de fiabilité du 1.2 Puretech, puis ceux du 1.5 BlueHdi ont durablement entaché la réputation du groupe Stellantis. Il suffit d'ailleurs de lire les commentaires sous certaines vidéos de notre chaîne YouTube pour le constater. Mais les modèles hybrides rechargeables du groupe ont beaucoup moins fait parler d'eux. Il est vrai que leur moteur thermique, le 1.6 Puretech, ne pose plus guère de soucis aujourd'hui après avoir connu un début de carrière compliqué sous le nom de 1.6 THP. Les principaux désagréments dont se plaignent certains utilisateurs, notamment sur notre formulaire fiabilité, proviennent ainsi plutôt



du chargeur ou de la batterie haute tension. Cette dernière a d'ailleurs déjà été à l'origine de plusieurs rappels, et elle est encore une fois impliquée dans une nouvelle campagne de retour en atelier lancée simultanément chez Citroën, DS, Opel et Peugeot.

Une batterie qui pourrait surchauffer et prendre feu

Le but de cette opération est d'éviter un risque d'incendie, qui pourrait se produire même au moment de la recharge. Stellantis a d'ailleurs demandé aux propriétaires concernés d'éviter de brancher leur véhicule avant leur prise en charge, comme l'avait Ford il y a quelques mois pour

son Kuga. L'accumulateur lithium-ion haute tension est en effet susceptible de surchauffer en raison d'une fabrication potentiellement défectueuse. Pour remettre les véhicules concernés en sécurité, les ateliers commencent par procéder à une vérification. En fonction des résultats, deux options sont possibles. Si la batterie est jugée conforme, l'entreprise se contente de mettre à jour son système de gestion (BMS), ce qui prend environ 45 minutes. Dans le deuxième cas de figure, en revanche, la batterie est carrément remplacée. Cette solution demande 6 à 7 heures d'intervention selon le modèle. Elle est évidemment beaucoup plus onéreuse pour le constructeur, mais elle reste dans tous les

cas gratuite pour le client. Même si votre garantie est expirée depuis longtemps, n'hésitez donc surtout pas à prendre rendez-vous au garage pour faire rectifier votre véhicule. L'interminable affaire Takata a hélas montré que trop d'automobilistes passent entre les gouttes lors des rappels, au point que le Gouvernement envisage désormais une réforme du contrôle technique.

16 000 Citroën, DS, Opel ou Peugeot rappelés en France

Cette nouvelle campagne porte les codes MYF chez Peugeot, GK8 chez Citroën/DS et KT8 chez Opel. Elle concerne pas moins de 39 712 véhicules dans le monde, selon les chiffres du ministère allemand KBA. D'après le service de communication de Stellantis, environ 16 000 voitures sont touchées dans l'Hexagone. Les modèles suivants sont susceptibles de devoir repasser au garage : - Citroën C5 Aircross fabriqués entre le 20 janvier 2020 et le 18 février 2021. Numéro de série (VIN) compris entre VR7A4DGZSKL148688 et VR7A4DGZSML014971 - DS 7 Crossback fabriqués entre le 7 mars 2019 et le 27 septembre 2021. Numéro de série (VIN) compris entre VR1J45GBUKY035270 et

VR1J45GBUMY523962 - Opel Grandland X/Grandland fabriqués entre le 2 juillet 2019 et le 19 août 2021. Numéro de série (VIN) compris entre W0VZ45GB1L6001861 et W0VZ45GBXMS055183 - Peugeot 3008 deuxième génération fabriqués entre le 10 juillet 2019 et le 19 avril 2022. Numéro de série (VIN) compris entre VR3F3DGZTKY140598 et VR3F4DGZTNY538760 - Peugeot 508 deuxième génération fabriquée entre le 2 juillet 2019 et le 12 octobre 2022. Numéro de série (VIN) compris entre VF3M45GBUKS294549 et VF3M4DGZUNS150417 Comme de coutume dans ce genre de cas, les propriétaires qui doivent aller au garage ont normalement tous été avertis par courrier depuis le début de l'été. Il est cependant aussi possible de se rendre sur les sites des constructeurs dédiés aux rappels pour effectuer la vérification soi-même. Cela ne prend que quelques secondes et nécessite seulement le numéro de série, ou VIN (Vehicle Identification Number), visible aussi bien sur votre carte grise, à la lettre E, qu'à la base du pare-brise côté conducteur.

Mots fléchés

On peut les avoir en main		Bouffon		Conséquence		Liquide à l'odeur de chloroforme		Jubilation		Il pète plus haut qu'il n'a le cul		Châtiment	
Contentement		Coiffures papales				Le noble est la boxe		Appareils pour élever des fardeaux				Petits chapeaux bretons	
Se tord				Religieux						Sorcier africain			
Vedettes en devenir										Généreux			
										Homo-sexuel inverti			
Très longue période				Surnom d'un demi de mêlée (Struxiano)		Hors d'ici					Béryllium		
Baie du Japon						Scrupuleuse					Fugitive		
			Liquider		Conductrices d'équidés								Entravée
Fleuve italien	Napperon				Pareil			Cinquième mois du calendrier juif				Drame au Japon	
	Langue du sud				Croquis			Copains					
		Escarpement monoclin					Prairie de hautes herbes						
		Voie ferrée											
Culs								Fils de Pylade					
Barbecue	Pas un Dictateur sanguinaire pendant la terreur						Ville de la tour penchée					Tige d'une plante	
							Vulgaire						
				Nouveau congé				Monument funéraire					
								H2O					
Mot d'encouragement				L'Irlande en VO						Non être		Anis âcre	Moyen supplémentaire
Fleuve russe				Moment d'une journée									
		Coup de baguettes frappé sur un tambour			Auteur de J'irai cracher sur vos tombes						Moyen de transport		
		Empereur déchu			Note de musique								
Conjonction de coordination			Attendue								Unique		
Débarrasse l'eau			Valeur refuge										
						Un journal anglais (The)		Instruments de combat					
Attifé					Pur								
Vin blanc cassis					Dirigeant portugais					Division de la couronne		Affluent du Rhône	
			Isolé					Diminutif de Antonio					
			Retira					Épais					
Imbécile		Un sultanat					Partie d'un canon		Train de banlieue		Connu		
		Obtenue									Accumulation		
						Bloquer							
Coup de pieds													
Petit socle pour les golfeurs						Métamorphose				Arme rudimentaire			
			Affluent de la Dordogne					Roublarde					

PÉTROLE

Le Brent dépasse 70 dollars

PétroleLe prix du pétrole monte vendredi, et le Brent est repassé au-dessus de 70 dollars le baril pour la première fois depuis début août, Vers 15H10, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 1,80% à 70,67 dollars, au plus haut depuis le 1er août. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même, gagnait 2,05% à 66,31 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 28 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE
Plus de 1 400 morts en neuf mois

Par M. A.

L'Algérie continue de faire face à un lourd bilan en matière de sécurité routière. Selon les chiffres présentés par le Commandant Nassim Bernaoui, sous-directeur des statistiques et de la communication à la Direction générale de la Protection civile, pas moins de 51.000 accidents ont été enregistrés entre janvier et fin septembre 2025. Ces drames ont coûté la vie à 1.438 personnes et provoqué des blessures chez 64.537 autres. S'exprimant sur la « Chaîne II » de la radio nationale, le Commandant Bernaoui a souligné : « Ce sont des chiffres effrayants, qui montrent que la route reste un danger permanent », tout en rappelant que, malgré les campagnes de sensibilisation, des comportements irresponsables persistent. La période estivale s'est révélée particulièrement tragique, avec 26.118 blessés et plus de 536 décès enregistrés entre juin et septembre. « L'été concentre toujours le pic des drames routiers. Un seul accident peut faire plusieurs victimes, ce qui alourdit considérablement le bilan », a-t-il déclaré. Les causes principales restent les mêmes : vitesse excessive, manœuvres dangereuses, dépassements imprudents, mauvais entretien des véhicules et non-respect des règles de priorité. « Nous ne parlons pas ici de la majorité des automobilistes, dont beaucoup conduisent avec responsabilité. Mais il suffit d'une minorité, à peine 1 % des conducteurs, pour mettre en danger la vie de milliers de personnes », a averti le responsable. Il a également dénoncé les cortèges de mariages, longtemps sources d'accidents. « Grâce aux efforts conjoints des services de sécurité et à la culture de signalement citoyen, cette pratique est en recul. Mais il reste encore des individus qui défient la loi en toute inconscience », a-t-il ajouté. À l'approche de la saison hivernale, la Protection civile prépare un dispositif spécifique. Les campagnes de prévention concerneront non seulement la sécurité routière, mais aussi les risques liés au monoxyde de carbone, aux pluies torrentielles et aux inondations.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf décore M. Bendjama de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang "Achir"

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a décoré, samedi à New York, le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, l'ambassadeur Amar Bendjama, de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang "Achir", indique un communiqué du ministère. Le président de la République, récipiendaire de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang "Sadr", avait "décidé de décerner cette médaille à l'ambassadeur Amar Bendjama, en reconnaissance de sa compétence et de son dévouement dans la représentation de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations unies, et en reconnaissance de sa défense des causes justes dans le monde, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie", précise la même source. Dans une allocution prononcée après sa décoration, l'ambassadeur Bendjama a adressé "sa profonde gratitude et reconnaissance, et ses vifs remerciements à Monsieur le président de la République pour cette distinction", réaffirmant son engagement "à poursuivre le travail avec dévouement et loyauté, sous sa haute conduite au service de l'Algérie, pour défendre ses intérêts et faire entendre sa voix dans les fora internationaux", lit-on dans le communiqué.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'établissement d'un Etat palestinien est inéluctable

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'établissement d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967 avec El-Qods pour capitale est inéluctable, soulignant que le soutien de l'Algérie à cette cause est fondé, dès le début, sur cette base. Evoquant les victoires et nouveaux acquis réalisés par la diplomatie algérienne, notamment en faveur de la cause palestinienne, depuis l'entame du mandat de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, lors de son entrevue périodique avec les médias diffusée vendredi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, le président de la République a souligné que "le soutien de l'Algérie à la cause palestinienne était fondé, dès le début, sur l'établissement d'un Etat palestinien, chose que j'ai soutenue personnellement à l'ONU et dans plusieurs rencontres internationales et même lors de mes visites officielles". "Il n'existe pas de solutions à cette question autres que celle fondée sur l'établissement d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967 avec El-Qods écharif pour capitale et l'illusion du +Grand Israël+ relève de l'absurde", a-t-il martelé. Il a rappelé dans ce contexte, que le Sommet arabe tenu en Algérie en 2022 "était basé sur ce même principe et sur la réorganisation des rangs palestiniens pour sortir avec une Organisation de libération de la Palestine (OLP) forte, en tant que seul représentant légitime des Palestiniens, ajoutant: "nous avons introduit la cause palestinienne à l'Assemblée générale (AG) des Nations unies, 143 Etats ayant voté l'année dernière en faveur de l'admission de l'Etat de Palestine en tant qu'Etat de plein droit et membre à part entière de l'ONU, des voix neutralisées par un veto qui est utilisé jusqu'à ce jour". Répondant à une question concernant la possibilité pour l'Algérie d'obtenir un jour la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, le président de la République a déclaré que "ce n'est pas impossible, que



ce soit pour l'Algérie, le Nigéria, l'Afrique du Sud ou l'Egypte, pays frère", réaffirmant "la nécessité de réorganiser les Nations unies afin que l'Afrique dispose d'au moins 10 sièges au Conseil de sécurité, dont trois (3) permanents". A ce propos, il a rappelé que l'Algérie a été élue au Conseil de sécurité pour la 4e fois, ce qui ne s'est pas produit pour aucun autre pays. Le président de la République a également évoqué les relations de l'Algérie avec son environnement régional, notamment avec la Mauritanie et la Tunisie, qu'il a qualifiées de solides, affirmant que l'Algérie poursuit ses efforts pour aider ses frères en Mauritanie, notamment à travers la reconstruction de certaines structures sanitaires et non sanitaires, au mieux des intérêts des deux peuples. Les relations entre l'Algérie et la Tunisie, pays frère, sont "fortes et solides", a affirmé le président de

la République, estimant que tout ce qui se dit sur ces relations n'est que "chahut". A une question sur l'espoir de voir l'Afrique se débarrasser des conspirations et des ingérences étrangères, le président de la République a précisé que "les choses sont entre les mains des Africains eux-mêmes. Ils ont le choix soit de s'orienter vers le développement de leurs pays ou bien vers la guerre", estimant que "quiconque veut aider l'Afrique doit le faire en aidant ses enfants à trouver un emploi et par l'investissement et non pas par les armes destructrices", a-t-il martelé. Concernant l'agression sioniste récente contre le Qatar, le président de la République a réitéré sa condamnation de cet acte, le qualifiant d'"attaque contre la nation arabo-musulmane tout entière et de crime envers ce pays".

RENTREE SCOLAIRE

Distribution de fournitures scolaires au profit d'enfants orphelins

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi a supervisé, samedi à Alger, une opération de distribution de cartables et de fournitures scolaires au profit d'enfants orphelins pris en charge par l'Association nationale "Kafil El-Yatim". A ce propos, Mme Cherfi a précisé que cette initiative qui a bénéficié à plus de 300 enfants orphelins à l'occasion de la rentrée scolaire, s'inscrit dans le cadre des missions de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE) et de son action solidaire en faveur de la promotion des droits de l'enfant. Après avoir mis en

avant les efforts déployés au profit de cette catégorie, la déléguée nationale a rappelé que l'Algérie a franchi de "grands pas" en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant et que la question de l'enfance figure parmi les priorités du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'Algérie a toujours été pionnière dans l'adhésion et la ratification de toutes les conventions consacrant les droits de l'enfant, en sus de l'adoption d'un arsenal juridique solide pour protéger l'enfance, et de l'instauration d'une Journée nationale de l'enfant, célébrée le 5 juillet de chaque année. Pour sa part, le prési-

dent de l'association caritative "Kafil El-Yatim", Ali Chaouati, a salué les efforts de l'ONPPE pour la consécration des droits de l'enfant, affirmant que l'association coopérera avec cette instance à travers la mise en œuvre de programmes au service de l'enfant. Plus tard dans la journée, Mme Cherfi supervisera une autre opération de distribution de cartables et de fournitures scolaires au profit d'enfants orphelins au centre de prise en charge psycho-sociale de Ben Talha (Alger), en collaboration avec la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM).